

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Sommaire

| | |
|--|-------|
| Comment vos dons servent à l'action ! | P. 3 |
| Actions et vie des groupes | P. 5 |
| Survol de centrales : c'est plus drone du tout ! | P. 9 |
| Philippe Billard, sous-traitant du nucléaire et syndicaliste | P. 10 |
| Pour imposer ses projets écocides, l'État réprime et tue | P. 11 |
| Livre événement : "Notre colère n'est pas réversible" | P. 12 |
| Sendai : redémarrer le nucléaire... au milieu des volcans | P. 16 |
| L'ingénieur nucléaire qui filme contre Areva | P. 17 |
| La sortie du nucléaire marque des points ! | P. 19 |
| Désarmement nucléaire : le tournant de 2015 | P. 21 |
| Des dinosaures dans un champ de fleurs | P. 22 |
| Vite, des infos ! | P. 25 |
| Une maison passive performante et à coût modéré | P. 28 |
| L'hiver nucléaire... belge ! Réacteurs arrêtés, économies d'électricité | P. 30 |
| 281 Anti Nuke, le Banksy japonais en guerre contre l'atome | P. 32 |
| À lire, à voir, à offrir | P. 34 |
| "I hate ☁ rain" by 281 Anti Nuke | P. 36 |

DERNIÈRE MINUTE EN SOLIDARITÉ AVEC

CHARLIE HEBDO : alors que nous venions d'envoyer le fichier à l'imprimeur, nous apprenons l'odieux massacre perpétré chez Charlie Hebdo. Sous le choc. Solidarité avec les victimes, les familles et toute la rédaction. Cabu, Tignous, Charb, Wolinski, Bernard Maris décédés... Fabrice Nicolino blessé... toutes celles et ceux dont nous n'avons pas encore de nouvelles... Charlie a toujours mis son humour et sa verve au service de la lutte antinucléaire.

Photo de couverture : DR

Éditorial

Ne pas prendre à la légère les histoires drones !

Plus de trente survols de sites nucléaires par des drones ont désormais été recensés ces derniers mois... sans provoquer d'émotion particulière chez les autorités (voir p.9). Que signifie cette politique du "deux poids deux mesures" ? Alors que, au Testet et ailleurs, des citoyens-ne-s engagé-e-s font face à des déploiements policiers démesurés et à des tirs de grenades mortels (lire p. 11), les auteurs de ces survols, qui pourraient être dotés d'intentions malveillantes, n'ont toujours pas été identifiés par les autorités après plus de deux mois !

S'agit-il d'un refus inconscient de prendre au sérieux cette menace ? Comme disait Günther Anders, "nous ne croyons pas ce que nous savons". Les preuves de vulnérabilité du système nucléaire s'accumulent... sans réaction. On sait déjà que les centrales peuvent être affectées par les aléas climatiques (comme l'ont prouvé la tempête de 1999 qui a inondé la centrale nucléaire

du Blayais et la canicule de 2003, qui a obligé à arroser la centrale de Fessenheim pour garantir son refroidissement !); qu'elles ne résisteraient pas à un crash d'avion, comme indiqué dans un document "confidentiel défense" que nous avons publié en 2006. Et que dire de la bombe à retardement que représente la dégradation des conditions de travail des travailleurs du nucléaire, à commencer par les sous-traitants (lire p.10) ?

Tout cela, EDF et les autorités le savent, sans en tirer les conclusions qui s'imposent. Face à ce silence, pour briser ce mur d'indifférence, nous ne devons pas nous taire et continuer la résistance, à l'image de ces militants qui luttent depuis déjà deux décennies contre l'enfouissement de déchets radioactifs à Bure (lire p.12).

C'est d'ailleurs en partie grâce à leur mobilisation qu'ont été déjouées les dernières tentatives du gouvernement de glisser Cigéo en douce dans la "loi de transition énergétique", puis la "loi de croissance et d'activité".

Et même si la situation paraît bloquée en France, n'oublions pas que notre pays est une exception. N'en déplaise à nos ministres qui s'évertuent à présenter ce boulet comme un "atout", les jours de l'énergie atomique sont bel et bien comptés : partout dans le monde, le nucléaire est en déclin au profit des alternatives (lire p.22) !

Le Réseau "Sortir du nucléaire"



© Charb

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°64
Février 2015 - Dépôt légal à parution.
Abonnez-vous pour un an (4 numéros) :
12 €, ou 20 € en soutien.
sur <http://boutique.sortirdunucleaire.org>
Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Patrice Bouveret.
Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.
Corrections : Myriam Battarel.
Maquette : Wladimir Quénu.
CPPAP : 0618 G 83296 - ISSN : 1276-342 X

Tirage : 15 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Retrouvez toute l'actualité sur :
www.sortirdunucleaire.org

La reproduction d'articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop : <http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : 1 bulletin de réabonnement, 1 autorisation de prélèvement

Comment vos dons servent à l'action !

En 2014, si "la santé financière d'Areva, c'est Tchernobyl !" ¹, grâce au soutien de nos sympathisants, le Réseau "Sortir du nucléaire" poursuit son action, en toute transparence. En ce début d'année, en retour de la confiance que vous nous avez accordée, nous souhaitons vous rendre compte directement de l'utilisation que nous avons faite de vos dons au cours de cette période de lutte. ²

Pourquoi ? Parce que vous, lecteurs et lectrices, sympathisant-e-s, militant-e-s, vous avez permis d'innombrables actions et plusieurs avancées concrètes. Vous nous avez donné les moyens de mener notre combat tout au long de l'année 2014 !

Un bilan 100 % positif !

Avec un budget d'environ 1 045 000 € pour notre exercice comptable 2013/2014, le Réseau "Sortir du nucléaire" a investi 100% de son énergie pour la sortie du nucléaire.

Grâce à nos efforts en termes de réduction des coûts, nous sommes passés d'un déficit d'environ 50 000 € en 2013 à un bénéfice comptable de 50 000 € - qui va servir à financer de prochaines actions. Le soutien des sympathisant-e-s a permis au Réseau de mener à bien les campagnes que nous avions planifiées pour cette année, mais aussi de lutter en réagissant au fil des actualités politiques et juridiques.

Dépenses 2014, des économies au service des campagnes

Les dépenses réalisées pour la période allant de septembre 2013 à août 2014 sont en net recul par rapport à l'exercice comptable précédent. Avec un montant global d'un peu plus de 993 000 €, la baisse est de 9 %. Loin de signifier une baisse de nos activités, cela se traduit principalement par une réduction ciblée des envois de documents imprimés (notamment de notre revue). Ces économies ont permis l'envoi de notre campagne "Nucléaire, stop au rafistolage !" à 40 000 personnes tout en restant dans nos prévisions de dépenses à la baisse.

Le graphique suivant présente l'ensemble des dépenses de l'association pour l'exercice comptable clôturé au 31 août 2014, intégrant les achats de matériel pour les campagnes et la boutique militante, les subventions allouées aux groupes locaux, mais aussi les salaires de l'équipe permanente, les frais de déplacements, les frais de collecte, répartis en fonction des thématiques de notre action globale.

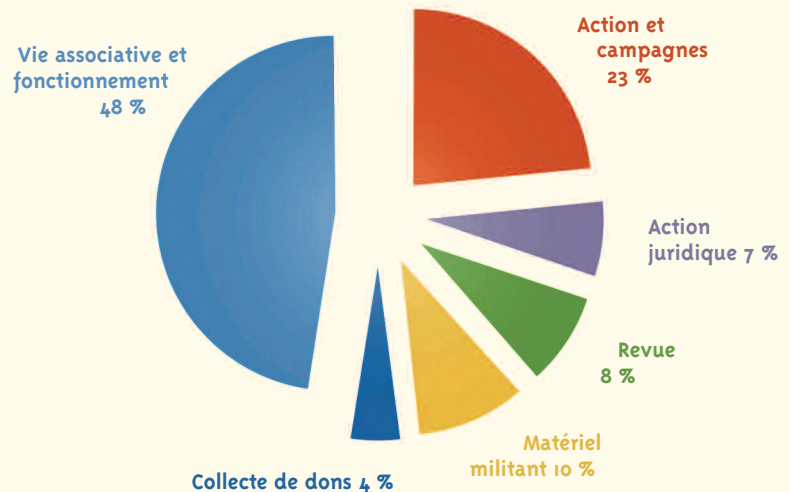
La part "vie associative et fonctionnement", totalisant 48 % des dépenses, comprend l'ensemble des dépenses indispensables à la vie de notre fédération. Il s'agit des frais relatifs à la gestion (comptabilité et administratif), à la coordination, aux locaux, au secrétariat, à l'assemblée générale, aux diverses réunions en France et en Europe, déplacements des bénévoles, du Conseil d'administration et des salariés, tous ces postes de dépenses étant directement liés

à l'activité du Réseau "Sortir du nucléaire". Cette part de nos dépenses a baissé de plus de 18 % par rapport à l'an dernier, grâce à une politique volontariste d'optimisation et réduction de ces coûts à laquelle tous les permanents (bénévoles et salariés) ont activement contribué.

La part "collecte de dons" est faible (4 %), au regard des difficultés financières du secteur associatif. Nous souhaitons que la plus grande part possible du budget contribue directement à nos différents modes d'action. Aussi nous espérons pouvoir continuer à compter sur votre générosité sans pour autant consacrer une part trop importante de nos ressources à la collecte de dons.

La conséquence des économies réalisées se traduit par une amélioration des ressources disponibles, pour préparer d'ores et déjà nos campagnes nationales et locales engagées depuis septembre 2014 !

Dépenses 2013 / 2014



Ressources 2014, un soutien financier présent et indispensable !

Vous avez été à nos côtés tout au long de l'année pour soutenir nos actions et campagnes. Nos ressources pour la période allant de septembre 2013 à août 2014 sont en progression de 0,25 % par rapport à l'exercice précédent, atteignant un montant global d'un peu plus de 1 045 000 €.

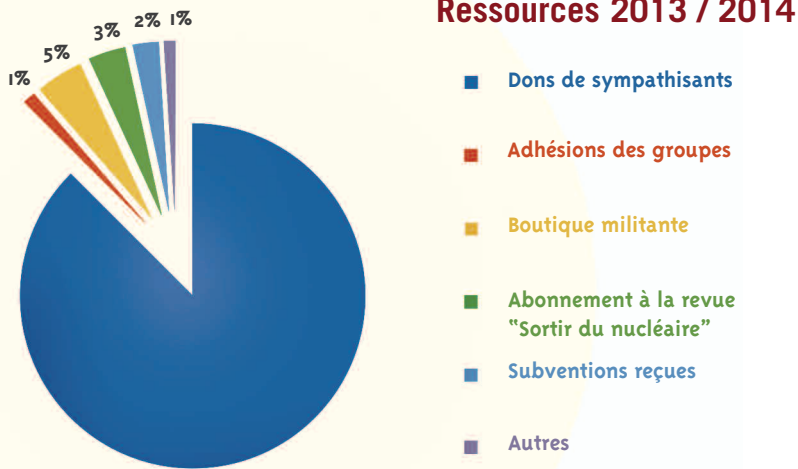
Ce montant, s'il peut paraître important, ne permet pourtant pas de mettre en œuvre la totalité des projets et actions envisagés par les groupes et les militant-e-s de la fédération. Le soutien des donateurs est crucial pour renforcer nos actions et notre impact sur le terrain et sur la politique énergétique.

Notes :

1 : Voir notre récent article en ligne : <http://www.sortirdunucleaire.org/La-sante-financiere-d-Areva-C-est-Tchernobyl>

2 : L'exercice comptable du Réseau court de septembre à août, c'est cette période que nous analysons ici. Vous pouvez consulter librement tous nos rapports financiers complets sur notre site web.

Le graphique suivant présente la répartition des ressources 2014 du Réseau, pour l'exercice comptable 2013/2014. Il illustre notamment la faible part commerciale dans les ressources du Réseau (8 %) qui comprend la diffusion de matériel et les abonnements à notre revue.



Le soutien de nos sympathisant-e-s demeure donc notre seul moyen de lutter, en même temps que la garantie de notre totale liberté d'action et de parole. En effet, avec plus de 88 % du budget obtenu grâce aux dons, le Réseau dépend entièrement des dons des particuliers qui soutiennent et participent à notre lutte contre l'atome.

Un budget prévisionnel riche en campagnes et projets pour 2015

Le bilan à peine clôturé, il nous faut bien sûr envisager les projets et les objectifs futurs, à très court terme !

Les économies réalisées sur l'exercice passé ne sont pas vaines, car le budget prévisionnel voté par le Conseil d'administration, et qui à l'heure où nous écrivons, n'inclut évidemment pas encore les campagnes qui seront décidées lors de notre Assemblée Générale des 31 janvier et 1er février 2015, s'annonce chargé, et représente une augmentation de nos dépenses de plus de 7% par rapport à 2013/2014.

Un budget prévisionnel envisagé à 1 052 000 €, soit — les coûts ayant été optimisés cette année — plus de 7 % de hausse de nos dépenses au service de la lutte. Actions locales, campagnes nationales, actions juridiques, sensibilisation grand public, en 2015 nous allons peser sur tous nos leviers d'action ! L'équipe salariée (dont l'effectif est inchangé), les groupes, les militant-e-s et les administrateurs bénévoles portent de concert une montagne de projets.

Mener des campagnes nationales

Avec plus de 100 000 € (10 %) dédiés directement au financement des campagnes nationales contre le lobby nucléaire, le budget prévisionnel monte d'un cran les efforts en termes de mobilisation et de sensibilisation ! Vous trouverez sur notre site toutes les informations sur les campagnes en cours !

Soutenir les actions locales

En passant de 30 000 à 40 000 € dédiés au soutien des groupes et collectifs du Réseau "Sortir du nucléaire" ou associations amies, le budget des soutiens aux groupes augmente de plus de 30 %.

Poursuivre en justice les pollueurs nucléaires

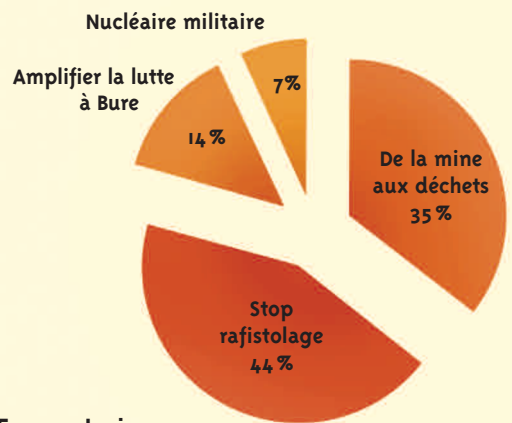
Avec plus de dix victoires en justice désormais à son actif, le Réseau poursuit en 2014/2015 son combat pour faire condamner les pollutions et infractions des exploitants nucléaires et mettre fin à leur impunité. Plus de 30 000 € sont dédiés aux frais juridiques, sans compter tout le travail de notre juriste et du comité juridique pour mener à bien les dossiers avec les collectifs locaux. Rendez-vous sur le Juriblog pour en savoir plus sur nos actions en cours : <http://www.sortirdunucleaire.org/Juriblog>

Informier et mobiliser, avec la revue et la boutique

Selon nos estimations, environ 11 % du budget prévisionnel seront dédiés à la diffusion du matériel et de notre revue trimestrielle. Ce sont des supports militants indispensables à la diffusion du message antinucléaire que porte le Réseau !

Ces activités ne sont pas destinées à générer une marge commerciale ni à faire du bénéfice : nous pratiquons des offres d'abonnements les plus basses possibles, et des tarifs très abordables pour le matériel militant. L'important, c'est la diffusion large des idées antinucléaires !

Campagnes et actions



En conclusion

L'année 2015 s'annonce chargée, du point de vue de l'utilisation des ressources financières de l'association, autant que du point de vue des enjeux politiques et citoyens. Rafistolage des réacteurs, enfouissement des déchets nucléaires, lobbying d'Areva & co en vue du sommet international sur le climat... nous devons rester mobilisés... pour mobiliser largement et mettre des bâtons dans les rouages du nucléaire, pour en sortir rapidement !

Merci à toutes et tous pour votre soutien, votre confiance, vos dons et surtout votre implication à nos côtés dans la lutte pour une France sans nucléaire !

Baptiste Coll

Responsable de la gestion et de la collecte de fonds

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Mélisande Seyzériat, coordinatrice nationale des groupes et actions. Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

SDN Trégor dénonce la voiture électrique

C'est une action symbolique qu'a organisée le groupe breton samedi 8 novembre après-midi à la borne de recharge de voitures électriques d'un parking de Lannion sur le thème : "Voiture électrique, de nombreuses interrogations !". Les militants de SDN Trégor ont complété la signalétique de cette borne électrique avec un panneau indiquant : "Électricité à 75 % d'origine nucléaire ; émission de déchets radioactifs pendant des milliers d'années".



© SDN Trégor

Les militants ont rappelé la manière dont a été orchestré le récent plan de soutien à la voiture électrique. N'a-t-on pas vu les mois derniers des ministres au volant de ces véhicules, pour en faire la promotion et, tels de véritables VRP de l'industrie automobile, en parler comme s'il s'agissait de LA solution pour nos futurs besoins de transport ?

Or, s'il est indéniable que la voiture électrique peut contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air dans le centre des grandes villes, comme le transport en commun ou la pratique du vélo, cela ne doit pas nous faire oublier que la voiture électrique a aussi ses propres limites et ses effets pervers.

"Occupe ton rond-point" : 80 actions partout en France le 15 novembre

Le 15 novembre 2014, dans le cadre de la campagne "Stop au rafistolage", le Réseau "Sortir du nucléaire" appelait à la mise en place d'actions ronds-points partout en France pour exiger la fermeture des réacteurs de plus de trente ans et pour dire non au rafistolage des réacteurs, qui devrait coûter la modique somme de 250 milliards d'euros.

Vous étiez des centaines sur les ronds-points, équipé-e-s de banderoles, de drapeaux, de tracts... Pour être vu-e-s d'un maximum d'automobilistes, de cyclistes, de passants.

Hasard du calendrier, cette mobilisation a eu lieu tout juste 3 ans après la première action rond-point, initiée par le groupe SDN Bugey. Pour l'occasion, le groupe a une nouvelle fois organisé une action "multi ronds-points" notamment avec l'appui des Suisses de ContraAtom, et des militant-e-s présent-e-s dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de la centrale.

Dans le nord-est de la France, de nombreux ronds-points ont aussi été investis pour dénoncer le projet CIGÉO d'enfouissement en couche géologique profonde des



© Joël Guerry

déchets les plus radioactifs et pour exiger la fermeture de Fessenheim, la plus vieille centrale de France.

La presse aussi était au rendez-vous avec plusieurs dizaines d'articles dans les journaux locaux, et aussi des relais dans les médias nationaux.



© Joël Guerry

Tournée "High Power" avec Pradeep Indulkar

Du 30 octobre au 20 novembre 2014, Pradeep Indulkar et son accompagnateur-traducteur ont sillonné le sud-ouest de la France, le Poitou-Charentes et la Bretagne pour projeter deux films sur le nucléaire indien :

- "High Power" qui relate les effets sur les populations riveraines de la plus ancienne centrale nucléaire indienne.
- "Jaitapur en direct" qui montre l'état de la résistance autour du plus grand projet nucléaire au monde avec six EPR qu'Areva viendrait y construire.

Ce dernier film a été raccourci et sous-titré dans les derniers jours avant le départ en tournée car il nous semblait important de "montrer" Jaitapur. Le tout suivi de riches échanges avec le public après les projections.

Au final, 15 étapes (six dans des cinémas, sept dans des salles polyvalentes et deux dans des cafés alternatifs) avec des audiences entre 20 et 90 personnes, et plus de 5 000 km de tournée ! Divers médias locaux ont relayé l'info (avant ou après l'événement), et aussi les Cyberacteurs de Quimper par une interview-internet.

Grâce à la grande générosité des gens en fin de soirée via le chapeau et à une subvention du Réseau "Sortir du nucléaire", les comptes ont été positifs ! Notons que deux cinémas nous ont reversé la totalité ou la moitié des entrées. Merci à ces précieux alliés !



© Marie-Saïh-Arman

Bien sûr, tout cela n'aurait pas du tout été possible sans le fabuleux accueil des sympathisants antinucléaires qui ont ouvert leurs portes et partagé bons repas et chaleureuses conversations nocturnes. C'est pourquoi Pradeep et André tenaient à vous dire le plus grand des MERCI !

Forum de Genève sur les effets génétiques des rayonnements ionisants

"IndependentWHO – Santé et nucléaire" a organisé, avec notamment l'appui de la Ville de Genève, un "Forum scientifique et citoyen sur les effets génétiques des rayonnements ionisants" le samedi 29 novembre 2014 à Genève. Six experts de renommée internationale (Japon, USA, Finlande, Angleterre, Allemagne) étaient invités à faire des présentations de leurs recherches. Ruth Stegassy, productrice de l'émission Terre à Terre sur France Culture, a modéré l'événement. Plus de 150 personnes sont venues assister à ce forum dont plusieurs professionnels de la santé et journalistes de France et de Suisse, ainsi que des élus, des écologistes et membres de mouvements et associations pour la santé et une alimentation saine, des militants antinucléaires...

Pendant une discussion de deux heures, les membres du public ont pu ensuite demander des clarifications aux intervenants, lesquels ont fourni des explications supplémentaires. Les six intervenants sont tombés d'accord pour dire que la science génétique était à un tournant requérant des modèles théoriques nouveaux pour avancer dans sa compréhension plus fine des phénomènes. Mais les crédits alloués à cette recherche sont insuffisants et ne permettent pas une étude systématique d'envergure, par manque de volonté politique.

Le Collectif IndependentWHO – Santé et Nucléaire a, par la voix d'un de ses membres, clôturé le forum en faisant remarquer qu'il y a déjà un demi-siècle, nos connaissances sur les effets génétiques des rayonnements ionisants étaient suffisantes pour pouvoir mettre en œuvre une radioprotection efficace. D'ailleurs, si nos autorités internationales n'avaient pas abdiqué leurs responsabilités, ce forum sur les effets génétiques des rayonnements ionisants aurait été organisé par l'Organisation mondiale de la santé dans les années qui ont suivi l'accident de Tchernobyl.

Si les conséquences sanitaires, et en particulier les effets génétiques des rayonnements ionisants, n'avaient pas été dissimulés par nos autorités, nationales ou internationales, il est probable qu'aujourd'hui, l'unique utilisation de l'énergie atomique serait pour un usage médical.



© IndependentWHO

Au lieu de cela, alors que la terre baigne de plus en plus dans les radionucléides, que beaucoup d'effets génétiques, qui n'avaient pas été reconnus avant, ont été observés après Tchernobyl et que la preuve des effets connus a été confirmée, cela n'a pas empêché la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) de diminuer son estimation de risque génétique par un facteur de six en 2007...

Conférence-débat de Sezin Topçu avec SDN 72

Une trentaine de personnes se sont rendues à la conférence-débat de SDN 72, avec Sezin Topçu, l'autrice de *La France nucléaire : l'art de gouverner une technologie contestée*, dans une librairie du Mans le 29 novembre dernier. Son dernier livre met en évidence quarante ans de rapports de force entre l'atome et ses détracteurs, en considérant non seulement les moments forts du mouvement antinucléaire mais aussi la trajectoire, le repli et le renouveau des contestations.

Les participants ont pu se questionner sur ce que nous avons appris de Tchernobyl, puis de Fukushima. Comment les Français, très sceptiques vis-à-vis de l'atome dans les années 1970, sont-ils parvenus à l'"aimer" ou en tout cas, à l'accepter ? Qu'est devenu, au cours du temps, le mouvement antinucléaire d'il y a quarante ans, alors un des plus forts d'Europe ? Quel rôle l'État et les organismes nucléaires ont-ils joué dans ces transformations ? De quelle façon la prise en charge institutionnelle des critiques a-t-elle orienté les conditions de citoyenneté à l'âge atomique ? Un débat extrêmement riche dont les participants sont ressortis ravis.

Actions de commémoration du décès de Sébastien Briat

Le 7 novembre, nous commémorions tristement la mort de Sébastien, militant antinucléaire décédé 10 ans auparavant à l'âge de 22 ans, lors d'une action sur un convoi de déchets radioactifs. Plusieurs groupes antinucléaires ont organisé des rassemblements en sa mémoire, notamment à la gare de Bar-le-Duc (Haute-Marne), à Rouen, où le collectif "Stop EPR ni à Penly ni Ailleurs" a rendu hommage à Sébastien dans un contexte très tendu. Une trentaine de personnes étaient là, sur le trottoir, en face de la place Foch ; l'accès étant barré par les policiers qui avaient, la veille, démantelée la ZAD installée après la mort de Rémi Fraisse, militant écologiste tué quelques jours plus tôt sur la ZAD du Testet, par une grenade offensive. Nos amis allemands ont aussi organisé des rassemblements à la frontière. Le temps passe, mais nous n'oublions pas.

Le samedi après-midi, des ateliers de discussion sur le rôle de la maison et le projet de salle multi-activités ont donc été proposés.



© Christophe Jobard

Après les riches échanges de l'après-midi, place à la fête. La soirée s'est ouverte par la lecture d'un texte émouvant intitulé "in mémoriam" et la projection d'un diaporama de portraits des personnes ayant fait un bout de chemin à la maison. Puis, pendant que certain-e-s continuaient à échanger des souvenirs et idées dans la grange et que d'autres commençaient à attaquer le buffet de patates du coin et autres victuailles tirées des sacs, David Vincent, membre du groupe Les Amis d'Ta femme nous a réchauffé les cœurs et les oreilles avec ses chansons punk rock engagées.

Le lendemain, les plus courageux (ou moins fatigués) se sont à nouveau retrouvés dans la salle multi-activités pour échanger sur l'actualité de la lutte et sur les projets d'actions et envies des un-e-s et des autres.

Le week-end s'est terminé par une balade burienne autour du labo. Pour l'occasion un panneau "Bure, Testet, NDDL, Roybon... vos projets ne sont pas les nôtres" avait été fabriqué afin de marquer notre soutien à la journée mondiale contre les grands projets inutiles imposés. Comme à leur habitude, policiers et RG étaient au rendez-vous, mais pour la première fois, plusieurs d'entre eux nous ont accompagné-e-s jusque dans les champs boueux bordant le site et pendant toute la balade. Raison invoquée ? "Vous êtes trop imprévisibles !". Des mauvais souvenirs du lancement de la campagne "365" peut-être...

Retrouvez toute l'actualité et l'agenda de la maison sur : <http://burezoneblog.over-blog.com/> Et n'oubliez pas : la maison de Bure, c'est votre maison et elle est ce que toutes et tous nous en faisons et en ferons !

Conférence nationale des CLI

Le 10 décembre se tenait à Paris la 26^{ème} conférence nationale des CLI (Commissions Locales d'Information), au sein de plusieurs desquelles siègent des militants ou des sympathisants de notre fédération. Cette journée, divisée en deux temps entre débats en plénière le matin et tables rondes l'après-midi, a été l'occasion de réitérer notre refus de voir se prolonger la durée de vie des centrales nucléaires au-delà de 30 ans, la problématique de la prolongation était d'ailleurs le sujet d'une des tables rondes avec la question des quatrièmes visites décennales.

Nous avons distribué des dizaines de tracts de notre fausse pub "Kit Rafistolage pour les réacteurs", qui dénoncent le "grand carénage" voulu par EDF. L'animateur du débat, le journaliste Emmanuel Kessler, qui avait récupéré le tract sur une chaise, a interpellé des membres de l'ASN à propos de nos revendications, et ces derniers ne se bousculaient pas au portillon pour nous apporter des réponses claires !

Toute la journée les débats étaient très riches, et les antinucléaires venus nombreux se sont exprimés largement lors des temps d'échanges avec la salle, sur leur refus de voir prolonger le parc nucléaire et sur leurs craintes vis-à-vis des plans d'intervention qui seraient mis



© Réseau "Sortir du nucléaire"

en place en cas d'accident majeur, mais aussi sur les transports de matières radioactives, que l'ASN estime à 900 000 colis par an.

Pour finir, le président de l'ANCCLI, M. Delalonde, a répété à plusieurs reprises le manque de moyens des CLI, alors même que la journée était organisée en grande pompe : navettes privées avec chauffeur, champagne et repas luxueux... ! Il a aussi regretté le fait qu'aucun représentant des ministères n'était présent, alors même que la conférence était organisée depuis un an.



© Stop EPR ni à Penly ni Ailleurs

Maison de la Résistance à la poubelle nucléaire de Bure – 10 ans déjà !

Le week-end des 6 et 7 décembre, plusieurs dizaines de personnes se sont retrouvées pour fêter les 10 ans de la maison de la Résistance à la poubelle nucléaire de Bure. Achetée en ruines en 2004, dans le but d'installer dans la durée un lieu de vigilance, d'information et de lutte contre le projet de poubelle nucléaire en Meuse/Haute-Marne, la maison de Bure a bien changé ! 10 ans déjà ! 10 ans de travaux, d'actions, de discussions, de débats... 10 ans de tout ça à la fois.

Alors que la maison est implantée à Bure depuis maintenant 10 ans et alors que la lutte contre CIGÉO tend à se ré-intensifier, l'association Bure Zone libre a souhaité rassembler celles et ceux qui ont croisé la route de la maison et participé à la faire vivre, afin d'échanger et de réfléchir sur ce qu'est devenu ce lieu et ce qu'il pourrait être dans les années à venir.

Journée internationale des peuples pour le climat

En marge de l'officielle conférence sur le climat, négociée chaque année par nos gouvernements, le 10 décembre dernier dans les rues de Lima, se rassemblaient des milliers de personnes pour la journée internationale des peuples pour le climat. Cet évènement alternatif appelait à une mobilisation des citoyens du monde entier pour une Terre habitable et la justice climatique.



© Jean Claude Saget

À plusieurs milliers de kilomètres de là, place de la République à Paris, une grande fresque humaine était organisée par l'organisation Alternatiba IDF, la

Vélorution, Sortir du Nucléaire Paris et de nombreuses associations des peuples du Sud. L'objectif était de donner une compréhension visuelle de la problématique climatique au grand public à travers un happening scénarisé en trois tableaux.

Les militants étaient majoritairement enchaînés autour de la fontaine de la Liberté pour représenter les 7 milliards d'individus prisonniers du système actuel porté par la majorité des gouvernements et des multinationales.

Ceux-ci étaient représentés par des hommes en costumes-cravates, une plateforme pétrolière, des "hommes-maïs" OGM de Monsanto, une rangée de bambous verdoyante rappelant les plantations d'arbres à croissance rapide qui détruisent des hectares de forêts primaires. Enfin une centrale nucléaire et son ingénieur EDF illustraient le top des fausses solutions : la typiquement française énergie nucléaire !

Face à eux quelques porteurs d'alternatives mettaient déjà en œuvre des solutions simples et efficaces : la sobriété



énergétique et les énergies renouvelables remplaçant l'extractivisme forcené. À la nuit tombante, mus par le besoin d'agir, les militant-e-s se sont libéré-e-s physiquement de la rubalise qui les entravait pour bloquer ce système morbide et porter eux aussi une magnifique planète qui éclairait la place de sa lumière bleutée.



Survols de centrales : c'est plus **drone** du tout !

De mi-octobre à fin novembre 2014, une trentaine de survols de sites nucléaires par des drones (non identifiés au jour où nous écrivons) ont été recensés au-dessus de 15 centrales, trois usines de combustible nucléaire et un centre de recherche. Un phénomène à prendre au sérieux.

De mystérieux pilotes

Selon les témoignages fournis par les médias et la gendarmerie (aucune image de drone en survol n'a été rendue publique), l'envergure des appareils varierait entre 20-30 cm et deux mètres. Certains ne sont pas des jouets : un drone poursuivi par la gendarmerie près de la centrale de Golfech continue son vol sur 9 km, un autre est observé volant par vents forts. Les survols simultanés de sites éloignés de centaines de kilomètres indiqueraient une opération concertée.

Exploit d'un groupe écologiste ? Pourtant les faits n'ont pas été revendiqués, même anonymement. Greenpeace, qui avait envoyé un drone au-dessus de La Hague en 2012, dément et réclame une enquête. Pari entre dronistes (mais pourquoi risquer d'aboutir à un durcissement de la législation ?) ? Coup marketing des fabricants de drones à l'approche de Noël, ou de compagnies commercialisant des méthodes de détection ? Opération secrète des services de l'État (mais alors, pourquoi avoir laissé EDF porter plainte ?) ? Travailleurs du nucléaire ou ingénieurs souhaitant démontrer une faille de sûreté ? Ou organisation malveillante ?



Des risques réels

Cette dernière hypothèse ne peut être prise à la légère. Équipé d'une caméra, un drone pourrait repérer des points de vulnérabilité des équipements ou de l'organisation du site.

Un rapport publié par Greenpeace Luxembourg¹ (version expurgée d'une étude remise uniquement aux autorités françaises) met en garde : ces repérages pourraient servir dans le cadre d'une attaque au bazooka ou d'un crash kamikaze d'hélicoptère. En outre, selon la physicienne Oda Becker, "un crash de plusieurs drones chargés de quelques kilos d'explosifs pourrait mettre une centrale dans une situation dangereuse", débordant le personnel et endommageant des sources d'alimentation électrique indispensables pour les fonctions vitales... voire les piscines abritant le combustible usé, protégées par de simples hangars au toit de tôle ! Selon Jean-Claude Zerbib, ingénieur en radioprotection retraité du CEA, une défaillance du système de refroidissement de ces piscines mènerait en quelques heures à un risque de fusion, avec relâchement d'iode radioactif !

Un déni inexplicable

Ces mises en garde ne semblent pas ébranler les autorités, plus préoccupées par les atteintes à "la crédibilité et la réputation" du nucléaire que par la menace d'un attentat - quitte à répéter des mensonges comme la résistance supposée des installations à un crash d'avion². Ce n'est que le 24 novembre qu'une audition parlementaire a été organisée sur ce sujet³ et le 8 décembre que le gouvernement a annoncé le lancement par l'Agence Nationale de Recherche d'un "appel à projet flash" pour "le développement rapide de démonstrateurs permettant la détection voire la neutralisation de drones aériens"⁴. En parallèle, des députés européens ont interpellé le gouvernement sur ce qu'il prévoit pour mettre fin à cette menace, les dispositifs existants n'ayant pas permis d'interpeller ni les drones ni leurs pilotes⁵.

Face au risque d'attentat, la seule solution réelle demeure... la fermeture de tous les sites nucléaires !

Charlotte Mijeon

Aucun média n'a parlé de ce survol de drone à proximité immédiate d'une éolienne. Peut-être parce qu'il n'y a aucun risque d'attentat ni pour la sécurité de quiconque...

Notes :

1 : Greenpeace, "Le risque venu du ciel - Des drones survolent et menacent les centrales nucléaires françaises", décembre 2014.

2 : Selon plusieurs études, ni l'EPR ni les réacteurs actuels ne résisteraient à un crash d'avion de ligne. Même le directeur de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire exprime clairement ses craintes, voir la vidéo www.sortirdu nucleaire.org/Video-Centrales-nucleaires-survol-de-drones

3 : Visionner les auditions sur <http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6118>

4 : <http://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-23454-note-sgdsn-drones.pdf>

5 : "Drones et sécurité nucléaire : courrier de parlementaires européens au gouvernement français", 9 décembre 2014, www.michele-rivasi.eu/medias/drones-securite-nucleaire-courrier-de-parlementaires-europeens-au-gouvernement-francais/

Entretien avec **Philippe Billard** Sous-traitant du nucléaire et syndicaliste

Laura Hameaux : *Bonjour Philippe. Nos lecteurs n'ont pas eu de tes nouvelles depuis un moment. Peux-tu résumer le combat que tu mènes depuis des années contre l'industrie nucléaire ?*

Philippe Billard : Pour commencer, je remercie tous les lecteurs, ces militants qui par leurs combats permettent de sortir les salariés du nucléaire, certes très lentement. Mon combat est celui de la santé au travail qui, dans cette industrie mortifère qu'est le nucléaire, est bafouée, sacrifiée, chaque jour. Il se joue sur plusieurs tableaux. D'abord, il nous faut un registre des cancers pour les salariés irradiés, une médecine du travail totalement indépendante et compétente, que toute contamination soit déclarée en accident du travail, que les examens sanguins soient des examens biocinétiques car ça apporterait la preuve de l'atteinte des rayonnements ionisants sur l'ADN. Surtout je me bats sur la sortie immédiate du nucléaire car il n'y a pas de doses, si petites soient-elles, qui ne rendent pas malade. En tant que militant CGT, je n'accepterai jamais le sacrifice d'un salarié au nom de l'emploi.



L.A : *Tu as donc créé l'association "Santé Sous-traitance Nucléaire-Chimie". Peux-tu la présenter ?*

P.B : Avec quelques collègues, nous l'avons montée pour apporter un soutien moral et aider à construire les dossiers de reconnaissance de maladie professionnelle et ester en justice pour faute inexcusable des employeurs. Le tableau des maladies professionnelles est trop restrictif car il ne reconnaît que trois maladies radio-induites alors que des salariés ont des maladies différentes du tableau, ce qui rend difficile leur reconnaissance en maladie professionnelle.

L.A : *Parce que tu mènes ce combat pour la santé des travailleurs, tu subis des formes de discrimination syndicale de la part de ton employeur...*

P.B : J'ai effectivement subi plusieurs tentatives de licenciement, des discriminations sur le salaire, une mise au placard depuis 2009, hors nucléaire. Je suis le seul salarié qui n'accède jamais aux sites des clients de ma boîte car les grands groupes, de la pétrochimie par exemple, ont, eux aussi, recours aux sous-traitants et les traitent de la même manière que dans le nucléaire.

L.A : *Il y a eu des rebondissements dernièrement dans ta situation. Et tu es à nouveau monté au créneau, n'est-ce pas ?*

P.B : Le travail m'a cassé et la sécu a reconnu deux maladies professionnelles et deux autres sont en cours de reconnaissance. Mon employeur, pensant que le moment opportun était arrivé, m'a envoyé passer une visite médicale le 23 juillet 2014 qui s'est soldée par une inaptitude définitive à mon poste de travail. Il n'a pas joué son rôle ! Il aurait dû, dès la première demande de reconnaissance de maladie professionnelle, aménager mon poste afin d'éviter que ma santé continue d'être altérée. Il n'a rien fait et ce qui devait arriver arriva.

Dès l'annonce de l'inaptitude, il s'empresse de mettre la pression. Il m'ordonne de ne plus me rendre au travail sous prétexte de préserver ma santé. J'ai donc perdu, dès le premier mois, 800 € de salaire. Je pressentais que la finalité serait une procédure de licenciement. Je conteste l'inaptitude devant l'inspection du travail qui la fait annuler. La situation d'écartement du travail durera trois mois. Le 29 octobre, l'entreprise devait requérir les avis des délégués du personnel sur les postes de reclassement.

Suite à un appel à mobilisation, plus de 100 militants de la CGT de Haute-Normandie ont répondu présents. Ma boîte dira que ce genre de situation n'est pas constructif. Ils ont trouvé cinq postes sur tout le territoire français. Pour un groupe comme GDF/Suez... Ils se foutent de la gueule du monde. Cinq postes qui me feraient perdre mes mandats actuels... les malins ! Aujourd'hui, suite à ma contestation gagnée, je suis revenu à mon poste avec des restrictions médicales. Mon employeur ne l'a toujours pas aménagé.

L.A : *Comment vois-tu l'avenir ?*

P.B : La lutte continue. Sortons ensemble les salariés du nucléaire et pas de démantèlement !!!

L.A : *Merci Philippe et bon courage !*

Propos recueillis par **Laura Hameaux**

Pour imposer ses projets écocides, l'État réprime et tue

Alors que nous nous préparions à commémorer le décès de Sébastien, qui a été ou aurait pu être notre compagnon de lutte, mort à 22 ans à Avricourt en Lorraine le 7 novembre 2004, renversé par la locomotive d'un convoi de déchets nucléaires mortifères d'Areva, l'État policier prenait la vie de Rémi Fraisse le 27 octobre dernier. Il le faisait de la même façon qu'il avait pris celle de Vital Michalon, tué au cours d'une grande manifestation antinucléaire contre Superphénix à Malville en 1977, par une grenade offensive. Triste coïncidence, hasard du calendrier... Passé le choc, on est rattrapé par la réalité : aujourd'hui comme il y a 40 ans, on peut mourir de son engagement pour la planète. Parce qu'on était là ce jour-là, au mauvais moment, au mauvais endroit ? Pas si sûr...

Des blessures et des meurtres qui ne sont pas des bavures

De Malville au Testet (contre le barrage de Sivens), en passant par Notre-Dame-des-Landes et Le Chefresnes (contre la ligne Très Haute Tension Cotentin-Maine), la liste des luttes marquées par des morts ou des blessés graves est longue. Le constat est clair : pour imposer ses grands projets inutiles, l'État fait réprimer dans le sang les défenseurs de l'environnement. Celles et ceux qui étaient présent-e-s au camp de Montabot en 2012 près du Chefresnes (plus de 20 blessé-e-s) ou sur la ZAD du Testet peuvent en témoigner : il y a des soirs où dans les champs il faut éviter le déferlement de grenades assourdissantes ou de désencerclement, au risque de se retrouver avec des éclats dans les tibias, un œil crevé ou pire... de perdre la vie.

Grands médias et autres commentateurs zélés tentent de nous faire croire que ces situations seraient de simples accidents. La revue Z, qui consacrait dernièrement un dossier à la lutte contre le "permis de tuer", a, elle, une toute autre analyse. Ni dérapages, ni bavures, ces blessures et meurtres sont le résultat de pratiques du maintien de l'ordre qui se sont généralisées¹.

Depuis le début des années 2000, la France connaît une généralisation de l'utilisation des grenades de désencerclement et du taser, et de l'emploi des hélicoptères. Elle a adopté 17 lois sécuritaires, expérimenté la garde à vue à ciel ouvert, créé des "zones de sécurité prioritaires", mis en place une délimitation de territoires jugés à risques qui facilite la mise en place de police d'exception...

De l'art de gouverner un système et des technologies contestés...²

La France exporte même son "expérience" dans le monde entier et est devenue une spécialiste de la gestion des conflits sociaux³ et de ces pratiques sécuritaires qui faisaient la fierté de Michèle Alliot-Marie en 2011. À l'époque, l'Afrique du nord



connaissait son "printemps arabe" et la ministre des Affaires étrangères avait déclaré : "le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité, permet de régler des situations sécuritaires de ce type". "C'est la raison pour laquelle nous proposons effectivement aux deux pays [l'Algérie et la Tunisie] de permettre dans le cadre de nos coopérations d'agir pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité."

Face à la violence d'État : convergence et solidarité entre les luttes !

Alors que les zones à défendre se multiplient et que les occupations et réappropriations de territoires se développent comme mode de lutte contre les grands projets inutiles imposés et face à l'intensification de la répression autour des ZAD, le besoin de convergence et de solidarité entre les luttes et les modes d'actions devient de plus en plus prégnant pour contrer la violence d'État.

Laura Hameaux

Notes :

1 : Z, revue itinérante d'enquête et de critique sociale, n°8 Vénissieux, été 2014. Dossier sur les crimes policiers "Ceci n'est pas une bavure".

2 : Nous vous conseillons la lecture du livre de Sezin Topçu, *La France nucléaire : l'art de gouverner une technologie contestée*, Éditions du Seuil, 2013.

3 : Toutes les polices du monde viennent en effet étudier en France ses tactiques et ses techniques de maintien de l'ordre. Lire à ce sujet l'enquête de David Dufresnes, *Forces de l'ordre*, Éd. Hachette, 2007.

Livre évènement

Notre colère n'est pas réversible

"Signez là, nous nous occupons du reste, tout ira bien. C'est sans doute comme cela que le gouvernement français dans les années quatre-vingts imaginait enfouir les déchets nucléaires les plus dangereux. Il n'avait pas anticipé la réaction brutale de ces milliers de gens à qui l'on imposait la condamnation sans appel de leur territoire. Pas prévu non plus que partout où il est allé ensuite, le scénario allait se répéter, exacerbant une opposition affûtée qui s'exprime dans la rue, se coordonne, rassemble et construit une argumentation solide.

La solidarité, comme une traînée de poudre, a franchi les frontières des départements et traversé les décennies. La lutte contre l'enfouissement des déchets nucléaires est un de ces mouvements - amples et imprévisibles pour les pouvoirs politiques - qui dure depuis près de trente ans, sans vouloir cesser." (extrait de l'introduction du livre)

Fruit d'un projet porté par les militant-e-s du collectif Burestop 55 – et soutenu financièrement par le Réseau "Sortir du nucléaire" –, le livre *Notre colère n'est pas réversible* brosse le portrait de près de 35 ans de luttes à travers la France contre l'implantation de sites d'enfouissement de déchets nucléaires. Ce qui aurait pu n'être "que" un livre de militants pour des militants s'avère en réalité un véritable tour de force. Et un vrai coup de cœur !

D'abord, c'est un bel objet : maquette très colorée, épurée et moderne, agrémentée d'innombrables photos qui documentent des dizaines et dizaines d'actions de toutes sortes au fil des années, auxquelles s'entremêlent de très courts textes de différentes natures, citations d'élus ou d'experts, articles de presse, analyses militantes et percutantes, déclarations diverses. (Pour ne rien gâcher, son prix est tout petit.)

Ensuite, c'est à un véritable feuilleton haletant de luttes multiples et multiformes que nous invite ce livre ; on est loin des mémoires d'ancien combattant qui sont le risque classique du genre et que l'on aurait donc pu craindre.

Une chronologie très fournie, mais aussi très synthétique et lisible, rythme la lecture au fil des années de lutte, où l'on suit leurs évolutions et transformations, ainsi que celles, symétriques, de la stratégie du pouvoir pour essayer de faire avaler la pilule radioactive à des populations carrément récalcitrantes. Au fil des pages, se déploient l'imagination incroyable et l'humour indéradicable – et parfois la poésie – de ces contestations. Aussi leur courage et leur détermination face à la répression policière et aux dispositifs savamment étudiés de récupération et de neutralisation des oppositions. La chronologie n'en reste pas moins scrupuleusement factuelle, pour "laisser à chacun le soin de se faire une opinion".

Par-delà le temps et par-delà l'érosion des souvenirs, la dispersion ou le renouvellement des militant-e-s, le silence des médias, les réécritures et les poubelles de l'Histoire officielle, c'est un magnifique outil de récréation de mémoire et de transmission de luttes et modes d'actions. Ce livre constituera sans doute une ressource de valeur dans les années à venir pour l'opposition à CIGÉO, la poubelle nucléaire prévue à Bure.

Xavier Rabilloud

Notre colère n'est pas réversible - Enfouir les déchets atomiques : le refus

Collectif Burestop 55, 2014, 240 p., 21x15 cm. À commander sur <http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou en envoyant un chèque de 11,50 € (port compris) au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.

Notre colère
n'est pas
réversible.

ENFOUIR LES DÉCHETS ATOMIQUES : LE REFUS

COLLECTIF BURESTOP 55

RÉSISTONS À CIGÉO

"Se battre aujourd'hui contre Cigéo nous apparaît comme une nécessité stratégique vitale. Parce qu'il est le chaînon manquant du programme nucléaire français et le gage de sa poursuite et de son renouvellement."

Appel à l'assemblée de Bure
05/11/2013 - Extrait

ÉTAT DES LIEUX...

100 000 M³ DE DÉCHETS ATOMIQUES - À ENFOUR ? -

CÔTÉ PILE, un demi-siècle d'une électricité facile, abondante, inépuisable, pas chère et propre selon la filière électronucléaire. En aval de celle-ci, des tonnes de déchets radioactifs de diverses catégories, complexes, dangereux pour des centaines à des millions d'années et dont on ne sait que faire. Les stocker en grande profondeur sans y toucher, pendant que leur nocivité s'estompe, est la seule voie étudiée et imposée par les pouvoirs publics.

Les déchets à haute et moyenne activité à vie longue (HMAVL) concentrent 99,9% de la radioactivité totale issue de l'exploitation de la filière électronucléaire. D'une extrême toxicité que l'on ne saura jamais neutraliser, l'Etat cherche à les enfouir à 500m sous terre, sans garantie. C'est à Bure en Meuse/Haute-Marne que s'est construit en 1999 un "laboratoire" de recherches géologiques. Le calendrier prévoit l'autorisation de la construction du centre d'enfouissement Cigéo vers 2017 et une entrée en fonctionnement en 2025.

Quel gouvernement prendra la responsabilité de transformer l'actuel puits d'expérimentation de Bure en 100 km de galeries bourrées d'un cocktail inimaginable de radioactivité et chimie ?

25 SITES APPROCHÉS, DES MILLIERS DE REFUS, DES DIZAINES D'INTERROGATIONS, 1 Puits EN ATTENTE À BURE...

CÔTÉ FACE, des gens qui découvrent un jour ces déchets atomiques à leur porte, parce que leur sous-sol intéresse les producteurs. S'engage alors la lutte de milliers d'habitants, d'élus locaux qui veulent défendre la terre, leur terre. Ils se constituent en collectifs, s'informent, constatent que ce projet est porteur d'inconnues majeures et récurrentes, transmettent l'information aux autres sites et réussissent -presque partout - à faire valoir leur refus.

De l'opposition radicale et sans concession des années 1980 naît une loi qui engendre une autre loi afin de contourner le bon sens citoyen et les consciences politiques. L'Etat pour pouvoir passer coûte que coûte, mais plus en douceur, peaufine des stratégies. Des variables d'ajustement sont ajoutées pour faciliter l'acceptabilité du projet. Ainsi la notion de réversibilité... que chacun définira selon ses envies, ou encore de considérables promesses de développement local.

En 2014, seul un site reste en lice, Bure en Meuse/Haute-Marne, toujours au stade de puits -d'exploration- sans déchets atomiques, entouré d'une masse d'incertitudes technologiques.



LA PREMIÈRE "SOLUTION" INDUSTRIELLE PROMUE PAR LES NUCLÉOCRATES POUR SE DÉBARRASSER DE LEURS DÉCHETS CONSISTAIT À LES DÉVERSER DANS LES OCÉANS.

DANS LES ANNÉES 1970, DES TRAITÉS INTERNATIONAUX, DONT LA CONVENTION DE LONDRES, LIMITENT FORTEMENT CETTE MÉTHODE.

En France, une commission présidée par le professeur Raimond Castaing se réunit entre 1982 et 1984 pour étudier les possibles devenir des combustibles nucléaires usés et des déchets radioactifs à vie longue.

Elle prend position en faveur du stockage géologique, en recommandant que d'autres formations géologiques que le granite soient étudiées. Elle introduit également la notion de "laboratoire souterrain".

« Les déchets radioactifs ne sont pas biodégradables donc on ne doit pas les enfouir.

Sébastien, 8 ans, Vosges, enquête publique 1997

SOMMAIRE

| | |
|--|--------|
| 1987-1993 : L'OPPOSITION TRÈS RADICALE | P. 8 |
| 1993-1999 : LOI SUR MESURE ET IMPLANTATION DU LABO | P.36 |
| 2000-2002 : GRANITE SANS CONCESSION | P. 74 |
| 2003-2007 : NOUVELLE LOL SANS LÉGITIMITÉ ? | P. 114 |
| 2008-2009 : DÉCHETS FAVL CHERCHE SOUS-SOL : L'ÉCHEC | P. 148 |
| 2010-2012 : À BURE, LA COLONISATION NUCLÉAIRE | P. 174 |
| 2013-2014 := DÉBAT PUBLIC CIGÉO, LE BOYCOTT DÉCHET NUCLÉAIRES, ARRÊTEZ D'EN PRODUIRE | P. 192 |
| LA MAISON DE LA RÉSISTANCE À BURE | P. 228 |
| RÉSISTONS À CIGÉO | P. 236 |



<< UN ÉCHANGE PARLEMENTAIRE EXPLICITE

"Y a-t-il de votre part un refus fondé sur des raisons objectives et je vous invite à nous les dire ou doit-on traduire votre refus par une crainte confuse et irrationnelle du fait du stockage ?"

CHRISTIAN BATAILLE, DÉPUTÉ

"Chez nous, nous n'enterrons que les morts. Pour nous il est irrationnel d'enterrer des produits actifs, donc je ne sais pas où est la rationalité. Est-ce nous qui sommes irrationnels si nous disons qu'il ne faut pas enterrer quelque chose qui est radioactif ?"

M. FRERET (DEUX-SÈVRES)

...1987



20/09/1999 - Des centaines de crues sont plantées sur le site de Bure



Combinaison blanche, masque, lunettes et filtre radioactif du prototype de Tchernobyl sur le site de Bure



Printemps 2000 - Manifestation au Regenero 230



2000 - Manifestation à Luchon 200

tion, précédée d'une réunion d'information. La réglementation est assez floue mais les habitants luttent pour une large majorité de vote.

21 mars 1999 - Vendôme 200
MARCHE POUR LA VIE À VERDUN
Organisé par l'association des Deux-Méusiciens (ADM) elle réunit 1.500 participants, venus de tous horizons. Une vingtaine d'allemands ont apporté une immense banderole et invitent à inscrire des slogans sur collectifs. Le centre de Bure s'inscrit dans une dimension européenne et cela nous concerne aussi.

3 Août 1999
UN DÉCRET AUTORISE L'ANDRA À INSTALLER UN LABO À BURE
Signé entre autres par le ministre Dominique Voynet, membre du parti Les Verts, il provoque un tollé de critiques à son égard. Les collectifs vont la défection de certains de leurs adhérents, dissidents ou choqués par la "trahison" de l'écologiste.

16-17 octobre 1999
ACTION ANDRA, FOSSEUR OFFICIEL DE LA MEUSE
La Coordination nationale des collectifs, réunie tout le week-end à Bar le Duc dans

la Meuse, organise une action symbolique à Montiers. Une grande biche noire est déployée, sur la façade du bâtiment de l'Andra. « Andra, fosseur officiel de la Meuse »

27 novembre 1999 - Bure 200
OPERATION CROSS À BURE
100 manifestants français et allemands forcent les clôtures entourant la plate-forme où viennent de commencer les travaux du puits d'accès au laboratoire souterrain. Des centaines de crues marquées du sigle nucléaire sont plantées, pour préfigurer la mort de la terre. Bure un poste-avant allemand "il n'y a pas de solution aux déchets, que celle de la sortie du nucléaire et la responsabilité n'a pas de frontières, notre responsabilité aussi". Les manifestants entourent ensuite les bâtons de repérage de l'Andra sur plusieurs lectures autour du site.

2000
FUITE SUR LES NOUVEAUX SITES PRESENTIS
Le Réseau Sortir du nucléaire dévoile une liste des quinze sites géologiquement favorables, selon l'Andra, à l'implantation d'un second laboratoire souterrain en milieu granitique. (le fait exigeant toujours plusieurs "labos")

Objectif : alerter immédiatement la population. La Coordination nationale des collectifs participe activement au contact de tous les sites, conviens de l'information, des tracts et des opposants sur place. Le gouvernement délègue une Mission d'Étude de concertation des Missions des Tracts et des opposants sur place. Les manifestations ne se comptent plus : Lantouyville-Les, 1.200 personnes ; Oulre-Creuse, 1.000 ; Plouaret-Côtes d'Armor, 1.500 ; Dinan-Côtes d'Armor, 2.000 ; Breuille-Fraisnois, 5.000. Le point culminant est atteint le 15 avril sur trois départements : Cantal, 5.000 personnes ; Creuse, 6.000 ; Côtes d'Armor, 10.000. Les élus sont invités à prendre position et reçoivent, bon gré mal gré, l'apposition de leurs conceptions. Certains se mobilisent mais, soit par conviction personnelle, soit parce qu'ils ne sont pas encore piégés par les promesses du gouvernement, soit en core sous la pression sans concession de

Printemps 2000
DES COLLECTIFS FLEURISSENT PARTOUT
Des associations se créent en un temps record, des élus se mobilisent, des collectifs fleurissent sur tous les sites. Partout les gens se sentent concernés et refusent en masse ce projet. Très vite la solidarité s'opprime entre tous les sites autour du slogan "si c'est un autre, nous sommes".

Les réunions publiques rassemblent des centaines de personnes, et la prise de conscience des problèmes liés à l'enfouissement et au nucléaire lui-même est rapide et surprenante.

20-20/02/1999
FOSSOYEUR OFFICIEL DE LA MEUSE
"Concerts, spectacles, prières, pèlerinages"

19/10/1999
Barricade à Paris de démantèlement de Bure, suite au décret de lancement de chantier de l'Andra



JEAN DE GAULLE, DÉPUTÉ UMP DES DEUX-SÈVRES

« Monsieur le ministre, votre projet de loi n'a, en fait, pas d'autre objectif que de faire entériner par le Parlement le choix de l'enfouissement définitif comme unique solution technique d'élimination des déchets radioactifs (...). L'exposé des motifs fait référence à la Règle fondamentale de sûreté pour la conduite des expérimentations in situ. Mais cette Règle fondamentale de sûreté est encore en cours d'élaboration : elle n'existe pas ! (...) Il est incohérent d'avoir à se prononcer sur le stockage souterrain de déchets nucléaires sans avoir défini préalablement les conditions dans lesquelles un tel stockage devrait garantir à très long terme - et si possible indéfiniment - l'isolement et le confinement des produits stockés !

(...) En réalité, nous l'avons bien compris, vous avez déjà opté pour l'enfouissement irréversible des déchets radioactifs. Tout le reste n'est qu'habillage !

(...) Alors, monsieur le ministre, je vous poserai deux questions simples mais essentielles. Ne croyez-vous pas, qu'en l'état actuel de nos connaissances sur l'élimination des déchets radioactifs à vie longue, une telle hypothèque sur l'avenir soit moralement, socialement et économiquement inacceptable ? Ne pensez-vous pas que l'enfouissement définitif des déchets radioactifs est en fait une façon d'exonérer de leurs responsabilités les producteurs de déchets et les auteurs du stockage ? »

ASSEMBLÉE NATIONALE - SÉANCE DU 27 JUIN 1991 - Extraits
Élimination des déchets radioactifs - Suite de la discussion d'un projet de loi



25 octobre 1987 - Le Bourg D'Iré (49) RÉFÉRENDUM

Sept communes du Segréen organisent un référendum Pour ou contre le projet ? Le non l'emporte largement à 85 %. [...]

Fin décembre 1989 - Segréen (49) "AFFAMER" L'ENVAHISSEUR

Le blocus alimentaire contre les gardes mobiles s'organise. Dans les villages de la région de Segré, les boulangers ainsi que les petits commerçants refusent déjà de servir les militaires. Sous la pression de manifestants, les directeurs des grandes surfaces de la région s'engagent à ne plus ravitailler les gendarmes mobiles. [...]

9 février 1990 UN MORATOIRE EST DÉCIDÉ

Afin d'éviter l'escalade, Michel Rocard décide d'un moratoire [...]

8 octobre 1995 - Bure (55)

ACTION SUR LE FORAGE DE BURE
100 opposants meusiens et haut-marnais pénètrent sur le site de l'Andra après avoir arraché le grillage, en déjouant la vigilance des gendarmes présents. [...]

1er juin 1998 - Bure (55)

MANIFESTATION "100 000 GRAINS DE BLÉ CONTRE LE NUCLÉAIRE"
3000 manifestants venus de tous horizons et de tous âges suivent quinze tracteurs qui labourent un champ en jachère puis sèment des grains de blé, pour rappeler que la terre sert "la vie, non la mort", face au chantier de Bure. [...]

28 janvier 2000

FUITE SUR LES NOUVEAUX SITES PRESENTIS
Le Réseau Sortir du nucléaire dévoile une liste des quinze sites géologiquement favorables, selon l'Andra, à l'implantation d'un second laboratoire souterrain en milieu granitique [...]



DÉCHETS FAVL CHERCHENT SOUS-SOL D'ACCUEIL : L'ÉCHEC

Pendant que l'Andra détermine la périmétrie de son projet de centre d'enfouissement des déchets HMAVL à Bure, le gouvernement lance un nouveau appel à candidatures auprès de 315 communes en France... pour une autre catégorie de déchets.

Objectif : trouver un nouveau site pour enterrer les déchets nucléaires FAVL (Faites Adjuiter à Vie Longue) à 100m.

Dès l'annonce de l'appel à candidatures, les collectifs Burestop se mobilisent, envoient de l'information aux sites concernés, avec l'aide de Réseau Sortir du Nucléaire.

La réaction est immédiate : information des dangers et des scandales de ces nouvelles recherches, les habitants s'organisent, posent des questions à leur municipalité, émergent dans divers médias et manifestent leur opposition. Plusieurs centaines de manifestations, séances publiques d'information et débats, conférences, sont organisées de septembre 2008 à septembre 2009 en Alsace, Nord-Pas de Calais, Poitou, Normandie, Lorraine, Champagne-Ardenne, Centre, Midi-Pyrénées, etc.

L'Andra assure de son sérieux, réaffirme et renforce son engagement de grande proximité des communes ayant fait savoir leur refus. Les deux communes retenues refusent par lettre leur candidature sous la pression populaire. L'Etat doit revoir sa copie.

La mobilisation contre le projet d'enfouissement recentré à Bure prend ainsi une configuration plus régionale.



> 2014

Si on trompe le public, on radicalise les opposants

« Il est juste de qualifier ce processus de faux débat : on tente contre au public, qu'il s'agit d'échanger sur l'opportunité de construire le centre de stockage, alors qu'il n'en est rien... » Les élus choisissent d'aller au-devant de la population quand les projets sont pratiquement écartés.

Andra - 01 69 10 11 11 - Réseau Sortir du Nucléaire - 03 83 21 48 21
Commission Nationale de Débat Public - 01 40 15 48 21

BURE OU L'INSUPPORTABLE COLONISATION NUCLÉAIRE

L'Andra désigne la future zone de construction de 30 km² du centre d'enfouissement de déchets nucléaires HMAVL entre les 4 villages meusiens : Bonnet, Bure, Mandres en Bar rois et Ribeaucourt.

A force de se concentrer sur le stockage géologique, peu de monde avait compris que la première étape est une zone d'entreposage de longue durée en surface, pour les colis de déchets nucléaires qui arrivent. Suivront de nombreux transports par trains et camions (pas loin de deux par semaine pendant 130 ans). Le remplissage du site s'opérera en même temps que la construction des galeries. Le projet se précise, toujours plus inquiétant.

Pendant ce temps, outre l'accompagnement financier passé à 30 millions d'euros (x2) via les GIP Meuse et Haute-Marne, les mesures destinées à soutenir l'image de marque suggérées par Christian Bataille en 1990, s'amplifient afin de faire de la Meuse une région pilote en matière d'environnement. Fleurissent les campagnes d'aides à l'amélioration écologique de l'habitat, des entreprises ; l'implantation record d'un parc de 200 éoliennes, l'installation d'un Observatoire de l'environnement etc. Côté développement économique, si des élus s'inquiètent de ne pas voir arriver les retombées annoncées pour les entreprises locales, celles liées à la gestion du nucléaire (EDF, AREVA, CEA) s'implantent progressivement sur les deux départements.

Désormais on ne dit plus "laboratoire" mais Cigéo ou Centre industriel de stockage géologique.

Les collectifs poursuivent leurs actions et se préparent à accueillir le débat public sur Cigéo.

2012



27 mai 2000 REMISE DE 300 000 PÉTITIONS

Les pétitions recueillies (près de 300 000) dans tous les sites en 3 mois sont remises dans les préfectures des départements touchés, donnant lieu à de nombreuses manifestations [...]

28 juillet 2000 ÉCHEC DE LA MISSION GRANITE

Le rapport remis le 28 juillet au gouvernement par la Mission granite est sans appel : impossible de trouver un site [...] il faut laisser tomber. [...]

Janvier 2005 PÉTITION POUR UN RÉFÉRENDUM LOCAL

[...] cette pétition demande l'organisation d'un référendum local sur Bure aux deux Conseils généraux (52 et 55). [...] Elle sera signée au final par près de 60 000 électeurs meusiens et haut-marnais. Les assemblées départementales refuseront toute réponse à cette demande [...]

Automne 2009 FAVL : RETOUR À LA CASE DÉPART

Les opposants à l'enfouissement des déchets radioactifs viennent de remporter une bataille importante dans le dossier des déchets dits FAVL. Avec le retrait des candidatures des deux communes sélectionnées par l'Andra et le gouvernement, ils ont réussi à gripper tout le processus. [...]

25 juin 2013 - Nancy (54) TOUTES LES RÉUNIONS ANNULÉES

La Commission du Débat Public [...] annule toutes les réunions prévues et annonce aussi qu'elle donnera de nouvelles modalités pour que ce débat se tienne malgré les opposants.

18 juin 2014 TOUR DE PASSE-PASSE MINISTÉRIEL

Ségolène Royal présente à la presse son projet de loi sur la transition énergétique [...] en soirée, un article -n°35- dédié à Cigéo [...] a été ajouté... en catimini ? La coordination Bure-Stop, les Amis de la Terre et le Réseau Sortir du nucléaire décident de monter au créneau ensemble [...] En fin de journée, toute mention à Cigéo est retirée du pré-projet de loi. [...]

À SUIVRE !!!

Sendai : redémarrer le nucléaire... au milieu des **volcans**

Le Japon se passe de nucléaire depuis septembre 2013. Plus exactement, le pays s'est progressivement passé de nucléaire depuis les semaines qui ont suivi la catastrophe de Fukushima en mars 2011 jusqu'à l'arrêt complet, toujours d'actualité. Pour des raisons de sécurité, les réacteurs arrêtés n'ont pas été remis en activité, soit parce qu'ils étaient obsolètes sans possibilité de mise aux nouvelles normes de sécurité imposées par l'Autorité de régulation nucléaire japonaise après l'accident de Fukushima, soit pour des raisons de risques sismiques trop importants, soit les deux combinés.

Ci-contre : Le 18 août 2013 a eu lieu la 500^{ème} éruption du Sakurajima depuis le début de cette année-là, projetant un panache de cendres à 5 km d'altitude. Ce volcan très actif est à 50 km de la centrale nucléaire de Sendai.

En mai et juin 2012, déjà, le Japon s'était trouvé sans aucun réacteur en activité. Mais en juillet de la même année et suite à un forcing des autorités, deux réacteurs (sur les 54 qui existaient au départ, auxquels il convient de soustraire les six de Fukushima-1) ont redémarré dans la centrale d'Ōi, dans l'ouest du pays. Le 15 septembre 2013, en raison d'un arrêt de tranches planifié, ces deux réacteurs ont été à leur tour arrêtés et n'ont pas encore été autorisés à redémarrer.



© Kagoshima Local Meteorological Observatory

Notes :

I : <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Au-Japon-aucun-reacteur-nucleaire-ne-devrait-redemarrer-avant-cet-hiver-2014-08-10-1190301>

La politique économique prônée par le gouvernement très à droite du Premier ministre Abe est favorable à une reprise du nucléaire. L'on sait pourtant qu'une partie seulement du parc nucléaire japonais actuel pourra être autorisé à redémarrer : pas plus du tiers ou la moitié probablement, peut-être moins.

Tous les électriciens nucléaires au Japon ont déposé des dossiers de mise aux normes visant à obtenir l'autorisation de redémarrage pour plusieurs centrales. L'examen de ces dossiers, qui devra être suivi d'une vérification des aménagements de sécurité sur place, est en cours.

Alors que le gouvernement aurait aimé faire redémarrer une dizaine de réacteurs à l'été 2014, c'est finalement la Compagnie d'électricité de Kyushu (Kyuden) qui verrait sa centrale de Sendai redémarrer en priorité mais pas avant début 2015, selon les plus récentes prévisions ! Cette centrale située dans le sud-est de l'île de Kyushu comprend deux réacteurs à eau pressurisée, et le projet de redémarrage attise la colère et les craintes d'une large partie de la population locale mais aussi de nombreux volcanologues et de Japonais à travers le pays. Kyushu est truffée de volcans !



© Kyuden

Le 7 novembre 2014, des manifestant-e-s protestent contre l'approbation du redémarrage des deux réacteurs de la centrale de Sendai.

En cas d'éruption majeure du Sakurajima...

Situé à 50 km de la centrale de Sendai, le volcan Sakurajima est extrêmement actif. Le 18 août 2013, à l'occasion de sa 500^{ème} éruption depuis le début de l'année, il a éjecté un panache de cendres de 5 km de haut qui a entièrement obscurci le centre de la ville voisine de Kagoshima (600 000 habitants). En mai 1980, une éruption a provoqué un black-out électrique. Il a connu des éruptions majeures historiques en 1471-76, 1779, 1914-15 et 1946.

Une éruption majeure du volcan Sakurajima pourrait priver de courant la centrale nucléaire de Sendai. Primo, le poids des cendres peut entraîner la rupture de lignes à haute tension. Secundo, le panache de cendres d'une telle éruption obstruerait les bouches d'aération des générateurs diesel de secours, qui constituent la seule source d'électricité de la centrale en cas de perte de l'alimentation principale. Cette obstruction entraînerait la privation totale d'alimentation électrique de la centrale, donc l'arrêt de tous les systèmes de refroidissement, qui mènerait en quelques heures seulement à une catastrophe nucléaire.

La situation pourrait être pire qu'à Fukushima, car aucun nouveau générateur amené sur site ne pourrait être mis en service tant que l'éruption projeterait des cendres et que celles-ci ne se seraient pas déposées au sol. Pendant ce temps, des survols aériens du site seraient impossibles ; un panache de cendres volcaniques peut parfois être si dense qu'il provoque une obscurité totale, empêchant de voir sa propre main à quelques centimètres. Les générateurs hors service ne pourraient pas être redémarrés sans être débarrassés des cendres y ayant pénétré. Bref, la perte totale de contrôle sur le site serait une quasi-certitude.

Selon l'éminent volcanologue japonais Toshitsugu Fujii, une coulée pyroclastique (mélange à haute température de gaz volcaniques, de vapeur et de particules solides, s'écoulant à une vitesse initiale de plusieurs centaines de km/h) pourrait aisément atteindre la centrale de Sendai.

Xavier Rabilloud

À 50 km de la centrale de Sendai, le mont Sakurajima connaît des éruptions fréquentes ; à 64 km, le volcan Ioyama (Monts Kirishima) subit des secousses depuis octobre, prémices d'une possible éruption ; au centre de l'île, de nouvelles éruptions touchent actuellement le volcan Aso. Mais surtout, une étude de volcanologues de l'université de Kobe montre qu'une éruption volcanique massive pourrait survenir à tout moment sur l'île, affectant d'une manière dramatique l'ensemble du pays par des retombées de cendres susceptibles d'empêcher toute activité pour très longtemps.²

Étonnamment, alors même que l'éruption inattendue - fin septembre - du Mont Ontake, au centre du pays, avait fait plusieurs dizaines de victimes, l'Autorité nucléaire a déclaré qu'une éruption volcanique n'était pas envisageable à Kyushu ni à proximité de la centrale de Sendai dans les 30 à 40 ans à venir. Il s'est ainsi attiré les foudres de Toshitsugu Fujii, volcanologue de renom, professeur émérite de la prestigieuse Université de Tokyo, qui rappelle qu'il est simplement impossible de prévoir une éruption ou une absence d'éruption sur cette durée. Pour lui, il est clair que les raisons avancées pour redémarrer Sendai sont d'ordre purement politique et ne reposent sur aucune donnée scientifique.³

Sans volcanologue en son sein, l'Autorité nucléaire a beau jeu de tirer les conclusions qui lui conviendront, mais en agissant de la sorte elle prend le risque inacceptable de mettre en danger tout un pays et, au-delà, la majeure partie de l'hémisphère Nord, dans le cas où la centrale de Sendai deviendrait le jouet du dieu Vulcain.

Janick Magne



Notes :

2 : "Colossal volcanic eruption could destroy Japan at any time: study" Japan Times, 24 octobre 2014, <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/10/24/national/colossal-volcanic-eruption-could-destroy-japan-at-any-time-study/#.V13q8mOpio>

3 : www.japantimes.co.jp/news/2014/10/18/national/science-health/reactor-safety-near-japans-volcanoes-disputed-by-prominent-expert/#.V135NcmOpio

L'ingénieur nucléaire qui filme contre Areva

Pradeep Indulkar, ex-ingénieur dans un centre de recherche nucléaire à Mumbai, est devenu un anti-nucléaire actif et un réalisateur de documentaires militants qui sillonne le monde pour faire connaître l'état du nucléaire indien. Son dernier court-métrage, Jaitapur en direct (montré pour la première fois en France à l'automne 2014, avec son précédent film High Power), concerne Jaitapur où Areva veut aller construire six réacteurs EPR côte à côte...

André Larivière : Comment expliquer une telle conversion personnelle ?

Pradeep Indulkar : En 1983, jeune ingénieur nouvellement diplômé, on m'offre un poste prestigieux dans le nucléaire.

Nul ne possède à ce moment-là en Inde d'infos critiques sur le nucléaire. Je me sens comblé pendant les six-sept premières années. Puis surgissent d'étranges problèmes de santé : allergies, immenses fatigues et faiblesses jusqu'à ne pas pouvoir sortir de chez moi pendant des mois. Je

commence à observer mes collègues dans la même tranche d'âge (jeune trentaine). Certains sont en partie paralysés et d'autres ont eu des enfants difformes ou mentalement attardés. Et plusieurs des vieux collègues proches de la retraite ont le cancer. Tout cela m'effraie. Je donne ma démission en 1994.

Mais encore là, aucune info critique disponible. Et je ne sais à qui m'adresser, ne serait-ce que pour raconter ce que j'ai vécu au centre de recherche. Mais vers 2004, sitôt que j'entends parler d'une mouvance anti-nucléaire qui se crée autour du



projet de Jaitapur, je rejoins et fais ma part. J'écris des articles et prends la parole. Mais mon histoire semble peu toucher les paysans et pêcheurs sur place. Je choisis donc de d'abord leur donner la parole dans leur langue régionale ; et par un outil plus audio-visuel, le film.

A.L : *Quelle est la situation actuelle du nucléaire indien et l'état des luttes anti-nucléaires ?*

P.I : Actuellement, 22 tout petits réacteurs (entre 150 et 250 MW chacun) sur sept sites différents qui fournissent à peine 3 % de l'électricité du pays. Système très centralisé relevant directement de l'État indien et qui reste le plus opaque possible souvent sous couvert de secret défense. Les autres sources d'énergie pour la production électrique sont le charbon (65-67 %), l'hydro-électricité (autour de 20 %) et les renouvelables (11-12 %) mais implantées chez les particuliers et non reliées au réseau national. Par contre, le nouveau gouvernement a de grands projets d'industrialisation qui seraient alimentés par l'énergie nucléaire... Il voudrait ainsi faire passer la part du nucléaire de 3 à 20% dans les vingt prochaines années.

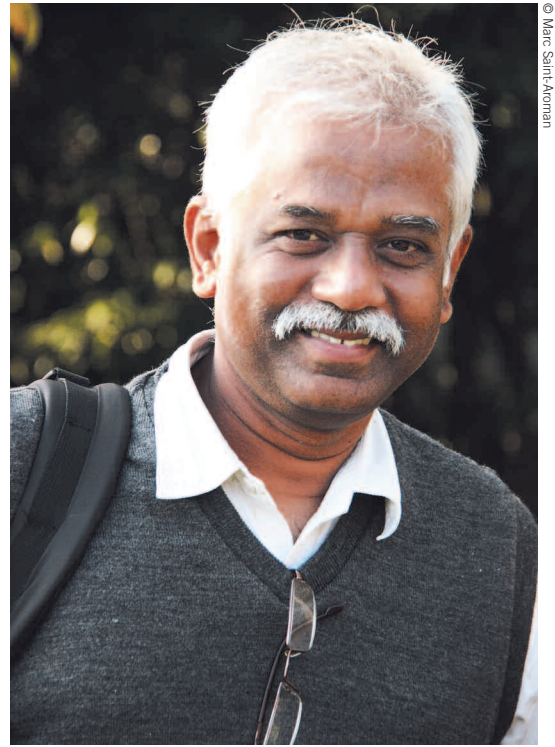
Le mouvement anti-nucléaire indien est encore très jeune. Il date de 2004-2005. Avant Fukushima, il concernait presque exclusivement les riverains des sites prévus. Mais Fukushima (dont les médias n'ont pas pu ne pas parler) a fait réaliser aux (nouvelles) classes moyennes urbaines qu'il y avait un problème avec le nucléaire. Et depuis, des groupes commencent aussi à se créer dans diverses villes pour soutenir ceux qui résistent près des sites de centrales.

A.L : *Ce jeune mouvement anti-nucléaire a-t-il déjà quelques victoires à son actif ?*

P.I : Oui, à Haripur dans le Bengale de l'Ouest, un projet de centrale a été abandonné par le gouvernement indien et le constructeur russe Rosatom à cause d'une résistance virulente autour du site prévu. Bien sûr, ils cherchent maintenant un autre endroit où s'installer... Deux nouveaux projets de mines d'uranium (dans le Karnataka et dans le Mizoram) sont aussi bloqués jusqu'à maintenant par les populations environnantes.

A.L : *Dans le film sur Jaitapur et sa résistance, le ministre d'État du Maharashtra déclare que "le solaire est le futur énergétique de l'Inde". Sont-ce là seulement de belles paroles ou bien y a-t-il des gestes à l'appui ?*

P.I : Des signes semblent indiquer que les gestes sont proches... si le nucléaire ne prend pas toute la place et les budgets. L'Inde est quand même un pays qui bénéficie de neuf mois entiers de plein soleil. Nous avons donc un grand espoir dans le solaire. Chaque État indien a maintenant son ministère des Énergies renouvelables. Bien que pro-nucléaire, le nouveau gouvernement donne aussi plus d'importance aux renouvelables. Un nouveau grand parc solaire de 550 MW dans le Gujarat est sur le point d'être connecté au réseau national



© Marc Saint-Aoman

d'électricité. Mais il n'existe pas encore de filière indienne pour la production de panneaux photovoltaïques. Tout est pour le moment importé d'Allemagne et de Chine...

A.L : *Comment vois-tu le nucléaire français ?*

P.I : Après ma deuxième tournée en France en un an, je constate que malgré la jolie image du nucléaire donnée au monde entier par les autorités et les lobbies pro-nucléaire, beaucoup de gens dans la population ne sont pas heureux du tout avec ce choix énergétique imposé ; et ce, même quand ils ne vivent pas à proximité d'un site nucléaire.

A.L : *Et comment vois-tu la mouvance anti-nucléaire française ?*

P.I : Comparativement à d'autres pays que j'ai visités, le mouvement anti-nucléaire français me semble mieux organisé et très bien informé, avec des groupes partout à travers le pays. Bien informé pas seulement sur le fonctionnement et les tares du nucléaire ; mais aussi sur l'organisation des résistances, les renouvelables et les économies d'énergie.

A.L : *Un dernier mot ?*

P.I : Nous sollicitons un soutien visible de votre part pour Jaitapur ; et de toutes les façons possibles. Et ce, d'autant plus qu'il s'agit du groupe français Areva qui viendrait y construire la plus grande centrale nucléaire au monde. Une bonne campagne (nationale et internationale) pour bien salir l'image du monstre Areva – qui déjà chancelle sur le plan financier – ne serait-elle pas envisageable ?

Propos recueillis par André Larivière

Le film High Power de Pradeep Indulkar a obtenu le prix "Yellow Oscar" du meilleur documentaire en court-métrage au 3^e Festival international du film d'Uranium à Rio de Janeiro.

La sortie du nucléaire marque des points !

CIGÉO : la mobilisation fait échouer une nouvelle magouille

La coordination Bure-Stop, le Réseau "Sortir du nucléaire" et les Amis de la Terre sont immédiatement montés au créneau de concert dès qu'il a été révélé, courant novembre, que les pro-nucléaires essayaient de faire passer en douce le projet CIGÉO dans la "loi pour la croissance et l'activité" pilotée par le ministre de l'Économie Emmanuel Macron. Cette nouvelle magouille faisait suite à leur tentative de glisser CIGÉO dans le projet de "loi de transition énergétique pour la croissance verte", tentative que la mobilisation concertée des associations avait déjà fait échouer.

Alertés par les associations, quelques élus écologistes ont relayé la pression sur le gouvernement, indiquant que les députés EELV voteraient automatiquement contre cette loi si elle prévoyait la mise en œuvre de CIGÉO. Face à cette pression concertée des associations antinucléaires et des élus écologistes, le gouvernement a reculé et renoncé à inclure CIGÉO dans la loi Macron.



Restons cependant vigilants car de nombreux élus continuent de tenir l'autorisation de CIGÉO pour une évidence et une formalité qui sera vite réglée (comme en témoigne un amendement au Projet de Loi de Finances Rectificatives 2015, qui détaille les retombées fiscales pour les communes concernées et reconduit l'enveloppe de 60 millions d'euros destinée aux départements de Meuse et Haute-Marne pour faire passer la pilule).

Une malade de la thyroïde fait condamner l'opérateur nucléaire sud-coréen

C'est le Journal de l'énergie (<http://journaldelenergie.com>), nouveau média indépendant spécialisé sur les questions énergétiques et nucléaires, qui a le premier sorti l'info dans l'Hexagone : en Corée du Sud (qui compte 23 réacteurs nucléaires), un tribunal a pour la première fois donné gain de cause à une femme qui attribue son cancer de la thyroïde à la radioactivité de la centrale de Kori, proche de son domicile.



KHNP, la société exploitant la centrale, a été condamné à verser une indemnité de 11 000 euros à Geum-sun Park, 48 ans, qui vit à sept kilomètres de la centrale nucléaire de Kori (côte est).

"Elle a vécu dans un rayon de dix kilomètres des réacteurs depuis plus de vingt ans et est donc exposée à la radioactivité depuis longtemps. En-dehors de la radioactivité rejetée par les réacteurs nucléaires, il n'y a pas de cause évidente à son cancer", note le tribunal dans son jugement du 17 octobre 2014. KHNP a annoncé qu'il ferait appel.

Le juge s'est appuyé sur une étude épidémiologique sud-coréenne de 2012 démontrant un risque accru de cancers de la thyroïde (x2,5) pour les femmes vivant dans un rayon de 5 km autour d'une centrale.

Sans attendre le jugement en appel, on apprenait le 16 décembre que, se basant sur ce jugement, la première "class action" contre l'industrie nucléaire sud-coréenne a été lancée par 1336 plaignants, dont 301 personnes atteintes de cancer vivant à proximité de quatre centrales nucléaires, et leurs familles.

Sources : Journal de l'Énergie, <http://journaldelenergie.com> ; Asahi Shimbun

"Les Ailes des Crêtes" : une éolienne citoyenne pour les enfants !

Pour la première fois en France, un parc éolien réserve la propriété d'une éolienne à des mineurs. Cette initiative des porteurs de projet des "Ailes des Crêtes" a une visée pédagogique : en s'impliquant, la génération actuelle lègue un patrimoine durable en matière d'énergie à la génération future. Ainsi les parents, grands-parents, parrains... d'un enfant peuvent par un geste fort et symbolique montrer leur volonté d'un futur où l'énergie est propre, non objet de spéculation et accessible à tous.

Pour cette opération d'éolienne d'enfants, "Les Ailes des Crêtes" est associé à la fondation belge Kids&Wind. Cette fondation a pour but d'essaimer les fermes éoliennes d'enfants en Europe. De plus, la fondation réserve une part des bénéfices produits aux enfants victimes du nucléaire en Europe.



La fondation K&W a été créée par l'association Vents d'Houyet ayant l'expérience de plusieurs projets citoyens en Belgique dont une éolienne d'enfants de 0,8 MW appartenant à 800 enfants. Implantée à Mesnil-L'Eglise, cette éolienne tourne depuis 2006 et 20 000 enfants ont participé aux activités pédagogiques proposées sur son site.

Pour souscrire une ou plusieurs parts de 100 € pour vos enfants, petits-enfants, nièces ou neveux, rendez-vous sur : <http://www.enercoop-ardennes-champagne.fr>

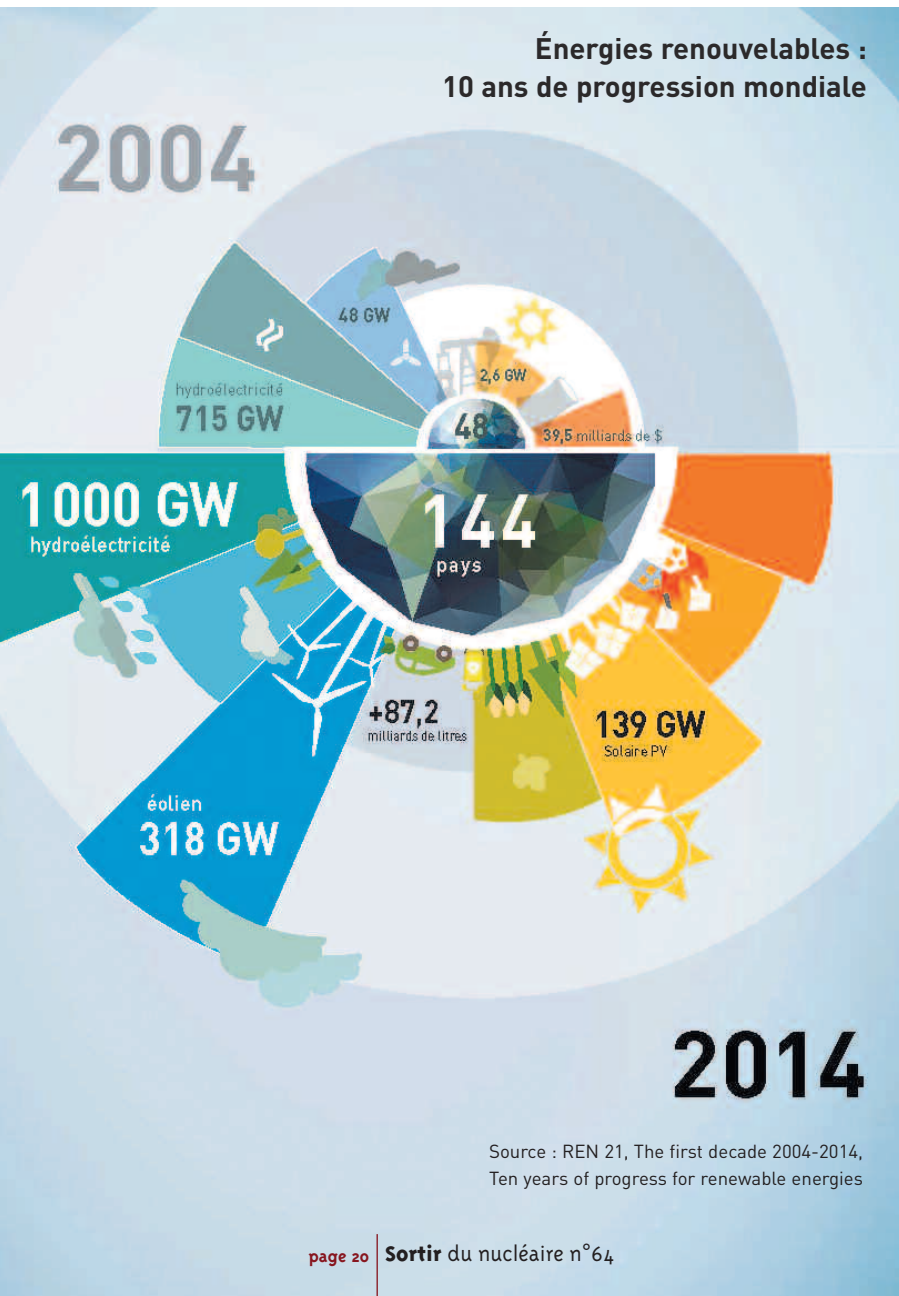
L'électricien allemand E.ON se ré-oriente vers les renouvelables

Le 1^{er} décembre dernier, le producteur allemand d'énergies E.ON annonçait sa volonté de se séparer de ses centrales nucléaires, au gaz et au charbon, pour se concentrer sur les renouvelables. Les centrales conventionnelles d'E.ON, qui représentent 50 gigawatts de capacité en Europe et en Russie, seront placées dans une nouvelle société à part, comptant 20 000 des 60 000 salariés actuels du groupe.

Les Échos commentent : "Par aveuglement ou crainte de remise en cause d'habitudes, d'intérêts industriels, ils sont nombreux en Allemagne comme en Europe à ne pas comprendre ce changement disruptif du principal énergéticien germanique. Certains mettent ce grand saut d'E.ON dans l'inconnu sur le dos de difficultés financières importantes de l'entreprise. Mais c'est mal connaître les bouleversements actuels subis par l'impact violent des nouvelles technologies sur l'industrie énergétique. [...] Avec la production d'une électricité produite et consommée localement, on assiste à un changement de paradigme qui exige des industries de l'énergie une remise en cause inéluctable."



"E.ON prend acte du fait que ses clients sont aussi de plus en plus des producteurs d'électricité, photovoltaïque ou éolienne, et ont besoin de nouvelles solutions. Le gouvernement, qui promeut les énergies renouvelables, soutient la stratégie. "Avec cette décision, E.ON est le premier groupe à s'adapter à la nouvelle donne de l'approvisionnement énergétique. Cela crée certainement de nouvelles opportunités", a déclaré le ministre de l'Économie et de l'Énergie Sigmar Gabriel."



Source : Les Échos, 2 et 15 décembre 2014

Désarmement nucléaire : le tournant de 2015

Le cycle de conférences sur les "conséquences humanitaires d'une frappe nucléaire" s'est terminé à Vienne en décembre 2014 sur la perspective d'un Traité d'interdiction des armes nucléaires. Avec la désapprobation affirmée de la France.

Après les conférences en Norvège et au Mexique en 2013 et 2014, cette troisième conférence convoquée par l'Autriche a complété l'analyse en considérant les "risques d'explosion nucléaire par accident ou par erreur".

Deux interventions exceptionnelles ont orienté les débats. Celle du journaliste américain Eric Schlosser qui a montré que de nombreuses explosions nucléaires ont été évitées par "miracle". Exemple du bombardier qui s'est mis en vrille et a largué une bombe sur la côte Est des États-Unis : sur les six systèmes de sécurité, cinq ont lâché ! Aux États-Unis une douzaine d'accidents ont failli ainsi dégénérer... L'autre intervention a été celle du Russe Stanislav Petrov qui a évité une guerre nucléaire en 1983. Alors que les satellites soviétiques détectaient une attaque américaine, il a transmis un diagnostic au Kremlin de "fausse alarme" contrairement à tous les éléments dont il disposait... et il avait raison, c'était des reflets du soleil qui simulaient les missiles ! Plusieurs fausses alertes ont failli ainsi déclencher l'apocalypse.

La conférence de Vienne a bien mis en évidence que les 16 000 bombes nucléaires actuelles (dont 2 000 en état d'alerte) sont une menace inacceptable pour l'humanité. Les 158 pays présents en sont conscients et beaucoup d'entre eux se sont prononcés pour un désarmement nucléaire rapide, seule solution pour éviter ce danger. L'objectif exprimé est celui d'un traité d'interdiction qui, une fois entré en vigueur, créerait une obligation d'élimination pour les pays nucléaires. Comme pour les armes chimiques et bactériologiques, un traité d'interdiction doit précéder une élimination de fait.

L'opposition des États nucléaires

Pour la première fois, les États-Unis et le Royaume-Uni étaient présents. A priori ils venaient pour dire qu'ils ne voulaient pas d'un tel objectif d'interdiction qui leur semble "contre-productif". Mais à la fin de la conférence les États-Unis ont fait preuve d'ouverture en ne critiquant pas la démarche et en annonçant la création d'un "partenariat international de vérification du désarmement nucléaire". Et le Royaume-Uni de rajouter qu'un traité d'interdiction devrait être assorti de "mesures de confiance et de vérification" pour être crédible... Serait-ce un tournant tactique pour éviter d'être pris de court ?

L'Inde et le Pakistan avaient participé aux conférences précédentes. Ces deux pays nucléaires semblent disposés à accepter la dynamique d'un traité d'interdiction.



La France, la Russie, la Chine, Israël et la Corée du Nord ont continué à bouder ces conférences, chacun ayant ses raisons spécifiques. La France est la plus intransigeante. Son message se veut catégorique : un traité d'interdiction remettrait en cause la sécurité internationale, seule une approche "pas à pas" dans le cadre du Traité de non-prolifération est acceptable. Cette démarche que nous connaissons depuis 45 ans a fait ses preuves d'incapacité au désarmement nucléaire.

Perspectives pour 2015

ICAN, la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, a remporté un clair succès à Vienne car 44 pays, de tous les continents, se sont prononcés pour un traité d'interdiction des armes nucléaires. Tous ont réalisé qu'un conflit nucléaire les met en danger et que la situation actuelle leur est préjudiciable. Les pays africains, par exemple, ont fait le lien entre le nucléaire civil et militaire qui leur impose des mines d'uranium très néfastes pour leur environnement.

Reste une difficulté : convaincre les États de l'OTAN, paralysés par la position américaine qui veut éviter un traité d'interdiction. L'Europe est donc au centre de cette dynamique pour la rendre crédible et efficace. Et l'année 2015 est le tournant qu'il ne faut pas rater avec la conférence d'examen du Traité de non-prolifération en avril et les 70 ans d'Hiroshima en août.

Dominique Lalanne

www.armesnucleairesstop.org

Pour en savoir plus : www.icanfrance.org/

La France n'était pas présente à la conférence de Vienne. Sa position est intransigeante : un traité d'interdiction remettrait en cause la sécurité internationale !

158 États étaient présents à Vienne pour débattre des risques des armes nucléaires, dont plusieurs États nucléaires.



Des dinosaures dans un champ de fleurs

"La France devra s'adapter à la nouvelle donne énergétique et effectuer les transformations qui s'imposent. Ce nouveau monde de l'énergie sera comparable à Internet. Le résultat ne sera pas le produit d'un petit nombre d'ordinateurs géants, mais de millions d'ordinateurs privés connectés entre eux pour constituer un réseau. C'est exactement à cela que ressemblera l'avenir du secteur énergétique. Si le gouvernement français et le secteur de l'énergie ne comprennent pas cela, ils continueront à proposer des dinosaures dans un environnement énergétique devenu semblable à une prairie en fleurs. Et les dinosaures n'ont pas vraiment leur place dans un champ de fleurs."¹

Notes :

1 : www.arte.tv/fr/nucleaire-les-dinosaures-n-ont-pas-leur-place-dans-un-champ-de-fleurs/7633092,CmC=7633414.html

2 : www.worldnuclearreport.org

Ainsi s'exprimait en 2013 Mycle Schneider, co-auteur du "Rapport 2014 sur l'état de l'industrie nucléaire dans le monde" (WNISR 2014, malheureusement uniquement disponible en anglais)². On comprendra sans peine que ce chercheur développe une critique radicale du nucléaire. Pourtant le WNISR, qui en est cette année à sa neuvième édition depuis 1992, n'a rien d'un brûlot antinucléaire. Tatsujiro Suzuki, ancien vice-président de la Commission japonaise de l'énergie atomique (JAEC) qui a accepté de rédiger la préface du rapport, salue la qualité de cette "source d'information fiable, objective et digne de confiance".

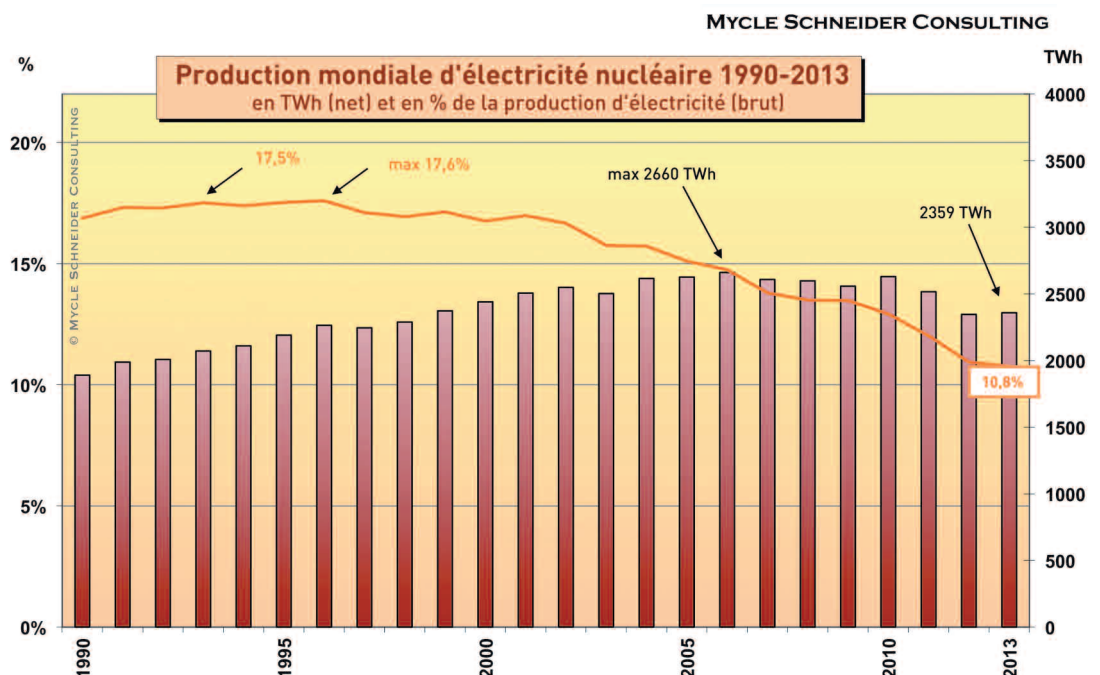
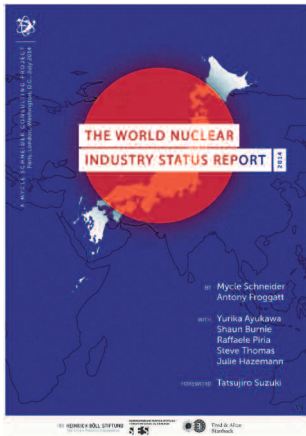
Le nucléaire entre stagnation et déclin

Il y avait, au 1^{er} juillet 2014, 388 réacteurs nucléaires en activité dans le monde, auxquels s'ajoutent 43 réacteurs en "arrêt longue durée", c'est-à-dire qui n'ont eu aucune production dans les 18 mois qui ont précédé le bouclage du rapport. Il s'agit principalement de réacteurs japonais arrêtés à la suite de l'accident de Fukushima qui n'ont pour le moment pas obtenu l'autorisation de reprendre leur fonctionnement à la suite de différentes études de sûreté.

La production d'électricité nucléaire a stagné en 2013 au niveau mondial et sa part dans le bilan électrique a continué de se réduire (10,8 % contre 10,9 % en 2012 et 17,6 % à son plus haut niveau en 1996). Le chiffre est encore plus saisissant si l'on parle en termes d'énergie primaire : l'énergie nucléaire n'aura représenté que 4,4 % de la production mondiale d'énergie primaire commerciale.

Le nucléaire reste le choix de quelques pays qui, malgré leur puissance, sont loin de représenter une majorité de la population mondiale. En 2013, les cinq grands pays nucléaires (États-Unis, France, Russie, Corée du Sud et Chine) ont produit à eux seuls 68 % de l'électricité nucléaire dans le monde et deux tiers des chantiers de centrales sont situés dans trois pays seulement : Chine, Inde et Russie.

Dans ce climat nucléaire morose, 14 pays ont néanmoins des réacteurs en chantier (dix nouveaux, dont quatre aux États-Unis) ce qui traduit un certain redressement de l'industrie. Mais aucun réacteur de 3^e génération (type EPR) n'est encore entré en service et les retards se multiplient dans pratiquement tous les pays.



En corollaire de cette stagnation du nombre de réacteurs, l'âge moyen des installations continue d'augmenter. Plus de 170 réacteurs (44 %) ont dépassé l'échéance des 30 ans et 39 ont passé le cap des 40 ans. Compte tenu de la pyramide des âges des réacteurs dans le monde, le nombre de ces derniers devrait stagner dans les années qui viennent, sauf si des prolongations de la durée de vie au-delà des 40 ans se généralisent. Un tel scénario reste toutefois peu probable au vu de l'impact de l'accident de Fukushima sur les différents programmes nationaux.

La fin du mythe du nucléaire bon marché

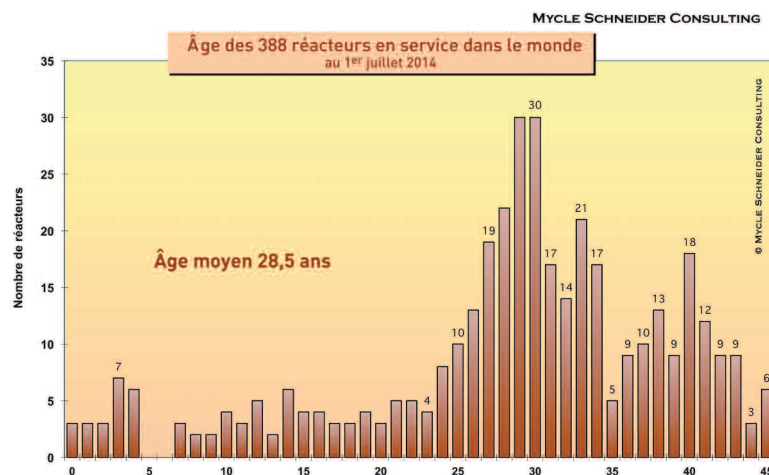
Si le constat de la stagnation et du déclin de l'industrie nucléaire se confirme d'année en année, il reste souvent difficile d'analyser les facteurs qui contribuent à cette dynamique. Si la catastrophe de Fukushima a clairement pesé sur les programmes électronucléaires dans le monde entier, elle n'a fait que renforcer l'effet des facteurs économiques.

Jusque vers 2006, les carnets de commande de l'industrie nucléaire sont restés relativement vides et les partisans de la "renaissance nucléaire" avançaient des prix très bas, en s'appuyant sur les bénéfices supposés de la nouvelle génération de réacteurs. On parlait à ce moment-là d'investissements de l'ordre de 1000 \$ par kW installé. Mais la donne a rapidement été profondément bouleversée. Les prix de l'EPR à Olkiluoto et Flamanville notamment se sont envolés et le récent contrat accordé à EDF par le gouvernement britannique pour la construction de la centrale de Hinkley Point C se situe à des niveaux considérablement plus élevés, de l'ordre de 8 000 \$ par kW.

L'inflation est très loin d'expliquer cette énorme hausse (800 % !), d'autant plus que les retombées de l'accident de Fukushima au niveau de la conception de la sûreté sont loin d'avoir été pleinement intégrées. Devant la hausse spectaculaire des coûts des nouveaux réacteurs, la prolongation de la durée de vie des centrales existantes devient donc un enjeu stratégique pour l'industrie nucléaire.

Deux pays sont particulièrement actifs sur ce dossier, la France et les États-Unis, mais avec des philosophies très différentes. Si, en France, l'autorité de sûreté s'appuie sur les bilans décennaux pour autoriser la poursuite de l'exploitation, aux États-Unis, les exploitants ont pu demander largement à l'avance des prolongations d'autorisation allant jusqu'à 60 ans. L'autorité de sûreté américaine (NRC) a annoncé qu'elle traiterait en 2017-18 les demandes visant à une prolongation d'activité jusqu'à 80 ans...

Ces autorisations réglementaires ne préjugent pourtant pas des moyens financiers nécessaires pour la poursuite de l'exploitation des centrales (investissements pour la mise à niveau de la sûreté et hausse des coûts d'exploitation). L'exemple de la France est particulièrement éclairant sur ce point. En 2012, la Cour des Comptes a estimé à 55 milliards



d'euros les investissements nécessaires à la mise à niveau de la sûreté, mais le chiffre sera probablement revu à la hausse, un document interne d'EDF ayant montré un chiffrage à 100 milliards, et l'analyse indépendante menée par le cabinet WISE détaillant une hypothèse médiane à 250 milliards...

Un marché mondialisé sous tension

La crise traversée par Areva ou la spectaculaire restructuration de la société allemande E.ON ont récemment illustré les déboires de l'industrie nucléaire de plus en plus mal aimée des marchés financiers. Le WNISR 2014 propose une vision synthétique des grandes manœuvres d'exportation tentées par les fabricants.

Le marché des exportations nucléaires est aux mains d'un petit nombre de pays et d'entreprises : la France avec Areva et EDF, le Japon avec Hitachi-GE, Toshiba-Westinghouse et Mitsubishi, la Corée avec Kepco, la Russie avec Rosatom et la Chine.

Les exportations françaises sont centrées sur l'EPR, qui a subi des revers sérieux à Olkiluoto et Flamanville et connaît des retards même en Chine. Un modèle à eau pressurisée plus petit, l'ATMEA, est développé avec Mitsubishi et a été proposé pour la Jordanie, la Hongrie, l'Argentine et la Turquie (pour le site de Sinop) mais aucun de ces projets ne devrait se concrétiser rapidement, à supposer qu'ils se concrétisent jamais !

Le déploiement de l'industrie japonaise à l'exportation est assez récent. Ses deux modèles de 3^e génération, l'AP1000 et l'ABWR, lui donnent une bonne place sur le marché. Ses ambitions ont toutefois bien sûr été remises en cause par l'accident de Fukushima.

Le Coréen Kepco a remporté une victoire importante avec un marché de quatre réacteurs APRI400 pour le site de Barakah aux Émirats arabes unis. Le prix proposé par Kepco (que l'industrie française avait été incapable de concurrencer) apparaît de plus en plus difficile à tenir au vu de l'évolution des prix partout dans le monde. La position de Kepco a par ailleurs été affaiblie par un grave scandale de contrefaçon massive de documents de contrôle qualité relatifs à des équipements de sûreté, qui a éclaté en 2012 et a été sanctionné par des peines de prison ferme.

Depuis quelques années Rosatom ne se contente plus de faire des offres dans des pays relevant de sa zone d'influence traditionnelle. Au-delà de ses ventes à la Chine, à l'Inde ou à la Hongrie, l'entreprise russe est partie à la conquête de la Finlande, du Bangladesh, de l'Iran, de la Turquie ou du Vietnam. Il n'est cependant pas sûr que l'industrie russe ait la capacité de mener tous ces chantiers de front.

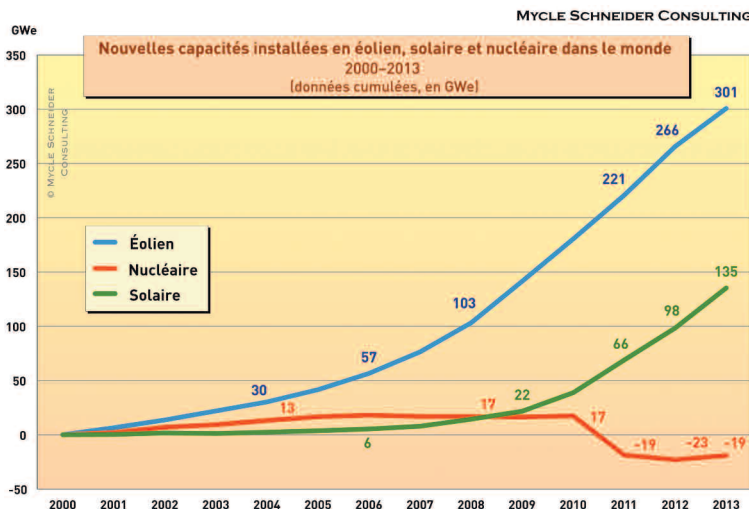
L'industrie nucléaire chinoise est portée par ses nombreux chantiers nationaux et la rapidité de son essor est difficile à prévoir. Elle a dû néanmoins faire appel à des fabricants étrangers et elle ne dispose pas encore vraiment de modèles de nouvelle génération de conception nationale lui permettant de s'imposer sur les marchés à l'exportation.

Le nucléaire sous le choc des renouvelables

Le choix nucléaire est souvent présenté par ses partisans comme un "non choix", une voie inéluctable, compte tenu, selon eux, des faibles capacités et du prix exorbitant des énergies renouvelables. Mais, depuis quelques années, cette vision est de plus en plus éloignée de la réalité.

Si les investissements dans les énergies renouvelables dans le monde ont marqué le pas l'année dernière (214 milliards de dollars au lieu de 300 en 2011), la courbe de production poursuit son ascension, en particulier grâce à la baisse des coûts par unité installée. Sur la période 2000-2013, le taux de croissance a été de 25 % pour l'éolien et de 43 % pour le photovoltaïque (PV). Pendant la même période, l'Union européenne a installé 105 GW d'éolien et 80 GW de PV, tandis que la capacité nucléaire baissait de 13 GW.

En 2013, l'Espagne est devenue le premier pays dans lequel l'énergie éolienne est maintenant la première source d'énergie pour la production électrique (21 % du total) en dépassant notamment l'énergie nucléaire. L'équilibre des énergies est particulièrement bouleversé en Allemagne, qui a confirmé en 2011 sa décision de sortir rapidement du nucléaire. Entre 2010 et 2013, la production combinée de PV et d'éolien est passée de 49 à 83 TWh et le total des renouvelables a atteint 152 TWh, largement plus que le nucléaire.



Cette évolution spectaculaire touche toutes les parties du monde. La Chine, qui compte de nombreux chantiers nucléaires, est aussi le premier pays du monde pour sa capacité en énergie éolienne et le second pour le solaire photovoltaïque. Dans l'Iowa et le Dakota du Sud, l'éolien a dépassé le cap des 25 % de la production.

La part des renouvelables a atteint des niveaux inédits dans de nombreux pays. En 2013, quatre pays européens ont couvert environ la moitié de leurs besoins électriques avec les renouvelables : Espagne 45 %, Écosse 46 %, Danemark 47 % et Portugal 58 %. De tels pourcentages étaient inenvisageables il y a encore une décennie. Citant un expert du Rocky Mountain Institute, les auteurs du rapport comparent ce fonctionnement du réseau électrique à un orchestre symphonique : il n'y a aucun instrument qui joue tout le temps mais avec un bon chef d'orchestre la musique reste belle !

Payer pour produire

Cette énorme progression de l'éolien et du solaire, notamment en Europe, transforme les systèmes électriques et leur économie. La notion même de production en base est progressivement remise en cause et la production nucléaire s'en retrouve déstabilisée.

Le WNISR 2014 consacre une dizaine de pages à cette complexe évolution des marchés, souvent inconnue du grand public. Dans beaucoup de pays, les renouvelables ont un accès prioritaire au réseau, du fait de la réglementation, mais aussi des coûts de fonctionnement très faibles des renouvelables.

Les centrales nucléaires ne peuvent que difficilement s'adapter à la variabilité de la production des renouvelables, malgré l'utilisation du suivi de charge (fonctionnement à puissance réduite). L'exploitant nucléaire préfère quelquefois ne pas interrompre le fonctionnement de la centrale même lorsque le prix du kWh est faible voire négatif : dans ce cas il paye pour produire, ce qui réduit sensiblement la rentabilité de l'investissement.

Cette rapide évolution a eu des effets paradoxaux, notamment en Allemagne. Après l'annonce de la fermeture de huit centrales nucléaires en mars 2011, certains experts avaient prédit une hausse des prix et une dangereuse dépendance aux importations. C'est l'inverse qui s'est produit et le prix du kWh en base a connu une baisse de 40 % entre 2011 et le premier trimestre 2014.

La lecture du WNISR 2014 impose une vision claire de l'industrie nucléaire : nul doute qu'elle appartient au passé. Et pourtant la Grande-Bretagne continue de faire le pari de l'électronucléaire et de nombreux pays continuent de rêver de ce futur antérieur. Les pesanteurs économiques ne se traduisent pas mécaniquement par des décisions politiques d'abandon du nucléaire. Il reste à répéter et marteler toutes ces vérités pour faire vivre un autre avenir énergétique.

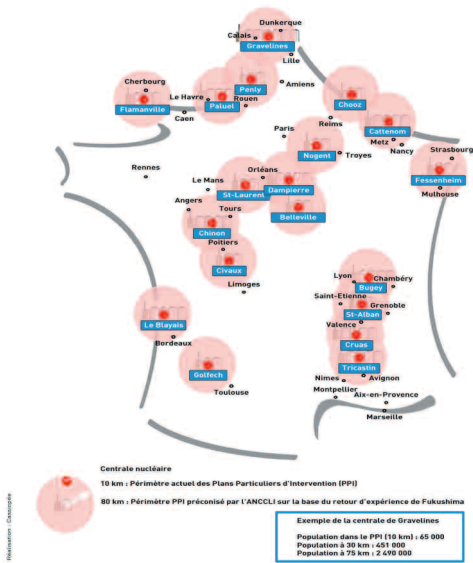
Jean-Luc Thierry

Vite, des infos !

Timides reconnaissances institutionnelles du risque accidentel ?

L'ANCCLI est l'association nationale qui fédère les Commissions Locales d'Information, qui sont en théorie des instances (obligatoires) d'information et de concertation rattachées à chaque site nucléaire, où siègent élus, syndicalistes, représentants d'associations et experts.

Le périmètre des Plans Particuliers d'Intervention (PPI) préconisé par l'ANCCLI



Selon l'ANCCLI : "À la lumière de la catastrophe de Fukushima qui a révélé des traces de contamination dans un rayon de 50 km autour de la centrale [NDLR : en réalité, il s'agit de bien plus que des "traces"], l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) et l'ANCCLI s'accordent à penser qu'il faudrait, en France, relever le périmètre des PPI à 80 km." L'ANCCLI dénonce qu'aucune évolution en ce sens n'ait été intégrée dans la loi de transition énergétique.

En France, la protection des populations en cas d'accident nucléaire est définie dans un document appelé le Plan Particulier d'Intervention ou PPI. Tous les PPI restreignent les mesures de protection (distribution préventive de comprimés d'iode, confinement et évacuation en cas d'accident) à des zones de 10 km autour des centrales.

La Suisse, qui est engagée dans une sortie (trop) progressive du nucléaire, vient d'élargir de 20 à 50 kilomètres la zone autour des centrales nucléaires dont les habitants recevront à leur domicile des pastilles d'iode. Ces pastilles sont destinées à saturer d'iode stable la thyroïde des personnes exposées à une contamination radiologique lors d'un accident dans une centrale nucléaire avec relâchement d'iode-131 radioactif, pour réduire le risque de cancer de la thyroïde.

En Autriche et au Luxembourg, qui n'ont aucune centrale nucléaire mais sont limitrophes de pays nucléarisés, toute la population bénéficie de la distribution de pastilles d'iode... On le voit, plus un pays est nucléarisé, plus il est réticent à laisser voir la réalité et l'ampleur des risques en cas d'accident nucléaire, y compris au travers de mesures administratives de prévention – radicalement insuffisantes il va sans dire, puisque l'iode-131 n'est qu'un des centaines de radioéléments relâchés par une centrale accidentée.

Japon : moins de golf, plus d'éolien ?

Le journaliste Thomas Gerke, spécialiste des questions énergétiques, s'est penché sur cette question : le Japon manque-t-il d'espace pour installer des éoliennes ? C'est que le pays, en général perçu comme très densément peuplé, n'a ajouté en 2013 que 50 MW de capacité éolienne (du même ordre que... le Pakistan et la République Dominicaine !), portant sa capacité totale à tout juste 2661 MW, alors même que la catastrophe de Fukushima devrait servir de puissant stimulant au développement des renouvelables...

En réalité, la population japonaise est concentrée dans trois grandes zones urbaines. En dehors d'elles, le pays est moins densément peuplé que l'Allemagne, un leader mondial de l'éolien.

Gerke a constaté ce fait intéressant : le Japon compte pas moins de 2400 terrains de golf, qui sont logiquement assez plats. Ils couvrent environ 2250 km², soit 0,6% de la surface du pays.



Un terrain de golf le long de la rivière Tone, à Noda dans la préfecture de Chiba au Japon.

En prenant en compte l'intégralité de l'occupation des sols par les parcs éoliens (et pas seulement l'emprise au sol – minime – de chaque éolienne), à raison de 42 à 70 km² par GW, Gerke montre que les seuls terrains de golf japonais pourraient accueillir une capacité éolienne de... 32 à 54 GW, soit plus de 10 fois la capacité installée actuelle et au moins autant que la capacité éolienne totale actuelle de l'Allemagne. En supposant un "facteur de capacité" moyen plutôt bas (20%, à comparer aux 23,5% pour le parc éolien français en 2013 selon RTE),

ces "golfs éoliens" généreraient 56 TWh d'électricité, soit 6% des besoins japonais. Pas mal pour cette fraction minimale (0,6%) et déjà artificialisée - pour un usage fort discutable - du territoire nippon !

Gerke fait aussi remarquer que le Japon, étant une nation insulaire, dispose de très longues côtes ventées, sur un total de 29 751 km, dont même une très faible fraction pourrait amener un potentiel éolien non négligeable. Il évoque ainsi l'implantation de quelques éoliennes dans chacun des plus de 1000 ports que compte l'archipel.

Source : www.renewablesinternational.net

Areva s'achète une bonne conscience à peu de frais

Mi-novembre 2014, la Fondation Areva s'auto-congratulait du lancement de deux nouvelles opérations humanitaires, l'une pour scolariser 900 enfants nigériens, l'autre, en partenariat avec Mécénat Chirurgie Cardiaque, pour "faire opérer en France cinq enfants nigériens, atteints d'une malformation cardiaque et dans l'incapacité d'être opérés dans leurs pays d'origine faute de matériel, de compétences ou de moyens financiers."

Mais cette absence de moyens financiers ne serait-elle pas en bonne partie causée par les exonérations fiscales exorbitantes dont les filiales d'Areva exploitant l'uranium nigérien ont bénéficié depuis



des décennies ? Il faudrait que la Fondation Areva communique un peu plus avec sa maison mère : elle aurait pu l'inciter à être plus souple lors de la dernière renégociation de son contrat avec l'État nigérien pour l'exploitation de l'uranium. Ces négociations ont duré pas moins de 18 mois, et il a fallu la pression de la société civile nigérienne et d'ONGs internationales (à commencer par Oxfam) pour que cet accord rééquilibre (un peu) les choses en faveur du Niger, à savoir pour que - au moins sur le papier - l'accord respecte... le Code minier du Niger, une loi de 2006.

L'indécence atteint son comble avec cette opération en partenariat avec Mécénat Chirurgie Cardiaque. D'une part, les mines d'uranium d'Areva polluent l'environnement de dizaines de milliers de Nigériens et les contaminent, accroissant les risques pour leur santé. D'autre part, le lobby

Ci-contre : Pour 5 enfants opérés en France sous l'égide de la Fondation Areva, combien de Nigériens contaminés par les mines d'uranium de l'entreprise ?



Bulletin d'abonnement et de parrainage

BR64

À renvoyer par courrier, accompagné de votre règlement par chèque, à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04 Libellez votre chèque de règlement à l'ordre de Sortir du nucléaire.

- Je m'abonne à la revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" pour 1 an (4 numéros). Je choisis :
 - l'abonnement standard au prix de 12 €
 - l'abonnement de soutien au prix de 20 €, pour aider le Réseau à diffuser la revue largement !
- J'offre un abonnement à un proche ou un-e ami-e pour 1 an (4 numéros), au prix "spécial parrainage" de 8 €, pour lui faire découvrir la revue "Sortir du nucléaire".
- Abonnement "petit budget" : je n'ai pas les moyens de payer un abonnement à votre revue, mais afin de me tenir informé-e, je souhaite la recevoir gratuitement pendant 1 an (4 numéros).

Indiquez vos coordonnées pour recevoir la revue. Merci d'écrire très lisiblement et en caractères d'imprimerie.

Mes coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pays (si hors France) :

Courriel :

J'offre un abonnement à :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pays (si hors France) :

Pour abonner plusieurs personnes, joignez leurs coordonnées sur papier libre et un règlement correspondant.

nucléaire (au sein duquel les experts d'Areva y ayant travaillé jouent un rôle éminent) a tout fait pour étouffer les travaux scientifiques du couple de médecins et chercheurs biélorusses Youri Bandajevski et Galina Bandajevskaya, qui ont démontré que l'absorption chronique à faible dose de césium-137 présent dans la nourriture et l'eau des territoires contaminés par Tchernobyl génère des pathologies cardiaques graves. Avec Tchernobyl et Fukushima (où Areva a fourni le combustible MOX), ce ne sont pas cinq, mais des dizaines de milliers d'enfants qui souffrent de pathologies cardiaques.

Ces "actions" sont financées grâce à l'AthleWorldTour, un "défi sportif et solidaire" lancé en 2010 par Areva auprès de ses 45 000 salariés. Pour un coût de 100 000 €, ces deux actions permettent à Areva de s'acheter une bonne conscience à peu de frais.

Tchernobyl, 30 ans après : participez à la cartographie citoyenne !

En 2016, trente années se seront écoulées depuis l'accident de Tchernobyl, soit l'équivalent d'une période radioactive du césium-137. La catastrophe continue. En 30 ans, la radioactivité du césium-137, qui a contaminé une grande partie de l'Europe, dont la France, doit avoir diminué de moitié par rapport à 1986. Elle est loin d'avoir disparu, d'autant qu'elle a migré dans l'environnement.

Quelles activités trouve-t-on encore aujourd'hui dans notre environnement ? Les denrées contaminées sont-elles les mêmes qu'en 1986 ?

Pour tenter de répondre à ces questions, l'ACRO (Association de Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest) souhaite dresser une cartographie de la contamination en césium-137 encore présente en France et en Europe. Pour cela, elle organise une grande campagne de prélèvements sur l'ensemble du territoire, entre octobre 2014 et décembre 2015.

L'ACRO lance un appel à tous les préleveurs volontaires qui souhaitent participer à la réalisation de ce bilan 30 ans après le passage du nuage de

Tchernobyl, pour l'aider à collecter des échantillons variés. À noter que l'ACRO prend en charge l'ensemble des analyses de radioactivité.

Pour plus d'info et pour participer : <http://tchernobyl30.eu.org>

À écouter en ligne : "Nucléaire, la fabrique de l'oubli"

Après deux ans de préparation, un collectif vient de rendre publics les premiers épisodes radiophoniques d'une série qui en comporte une quinzaine, chacun d'environ 40 mn. Chaque épisode est un assemblage d'extraits d'analyses, de témoignages, de textes littéraires, d'archives sonores. Donnons la parole aux auteurs : "nous avons essayé de dérouler un fil, d'apercevoir cette société nucléaire qui par son omniprésence se fait oublier."



© A.V. Strannik

"Ce projet est né après la lecture de *Oublier Fukushima*, d'Arkadi Filine, et de *La supplication, Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse*, de Svetlana Alexievitch.

Le liquidateur A.V. Strannik devant la centrale accidentée de Tchernobyl en 1986.

À la lecture de ces livres, le sentiment que 25 ans après "quelque chose" se rejouait prenait à la gorge. Après le 11 mars 2011, nous étions gavés d'une bouillie d'informations sur la situation à Fukushima. Et puis très vite, comme toujours, au milieu du flot continu des nouvelles, le drame japonais est devenu obsolète. La catastrophe de Fukushima est toujours en cours, celle de Tchernobyl aussi.

Au travers d'autres lectures, il est très vite apparu que le désastre du nucléaire n'était pas que celui des catastrophes, mais bien celui de la routine de la société nucléaire et de la façon dont nous nous en accommodions."

Pour écouter les épisodes au fur et à mesure de leur publication : <http://lafabriquedeloubli.noblogs.org>



© Center for Investigative Reporting

Une maison passive performante et à coût modéré

Cette maison passive achevée dans le Pas-de-Calais fait parler d'elle. Olivier et Marie-Laure, les maîtres d'ouvrage, ont été particulièrement volontaires pour aboutir à une maison aussi performante que saine. Le résultat est à la hauteur de leurs espérances.



© Thomas Napoléone

Les journées portes ouvertes n'en finissent pas de s'enchaîner dans la jolie maison en bois de Courcelles-les-Lens, dans l'éco-quartier de La Marlière. Professionnels avides de se former sur des systèmes performants, particuliers désireux de construire un jour une maison économe, journalistes en quête d'un sujet un peu hors-norme : tous viennent faire le tour de "la maison qui ne consomme pas de chauffage". Il faut dire que, si les maisons certifiées passives sont courantes en Belgique voisine et commencent à doucement à se développer dans certaines régions françaises, le Pas-de-Calais restait assez peu pourvu en la matière. L'ADEME a insisté pour que la réalisation devienne une maison témoin pour le département. Les maîtres d'ouvrages, plutôt fiers de leur réalisation et enclins à faire partager cette expérience et leurs convictions pour la diffuser le plus largement possible, accueillent tout ce petit monde, et leur explique.

Construire... un projet

"Nous avons commencé par faire des recherches sur Internet, à nous procurer de la documentation et à visiter de nombreux salons de construction en France et en Belgique." Le double objectif étant de réaliser des économies d'énergie et de construire une maison la plus saine possible afin de préserver la santé et le bien-être des enfants : "Nous ne voulions pas faire de l'écologie pour faire de l'écologie, mais nous étions conscients qu'il fallait nous préparer à des années de plus en plus difficiles. Aussi, il s'agissait davantage de faire preuve de bon sens pour faire des économies. Par ailleurs, étant parents d'enfants en bas âge, il nous est apparu important d'utiliser un maximum de produits naturels pour un habitat sain." Alors que la question de la basse consommation s'est rapidement posée, c'est finalement le niveau de performance supérieur qui s'est imposé, avec un projet passif. À la clé : une maison avec un minimum de besoin de chauffage, fonctionnelle et durable.



© Thomas Napoléone

Trouver le constructeur

Le cahier des charges est exigeant :

- ◆ une construction réellement passive (en vue d'une certification),
- ◆ des matériaux sains afin de garantir une qualité de l'air satisfaisante,
- ◆ un budget "normal" sans dépassement par rapport à un projet classique.

De son côté, Olivier est convaincu de la pertinence de l'ossature bois pour un tel projet. Le couple se met donc en quête d'un constructeur bois, qui sache ce que "passif" signifie et qui commercialise des systèmes compatibles à la performance requise... pour un prix attractif. Nous sommes fin 2010 et cette recherche n'est pas si simple. Olivier se tourne finalement vers une entreprise finlandaise : Kymppitalot. "C'est la seule structure que j'ai trouvée à l'époque qui garantissait, pour ce prix, des épaisseurs suffisantes pour le passif" explique le maître d'ouvrage. L'ossature bois permet, en outre, un chantier sec, un bilan carbone favorable et un montage très rapide.

Début de l'histoire

Marie-Laure et Olivier habitaient, avec leurs jeunes enfants, une petite maison des années 1950. Conception médiocre, absence d'isolation, chauffage au fioul... Le résultat est un inconfort et des charges énergétiques bien au-delà de ce qu'elles devraient être. Parallèlement, le couple est plutôt au fait des évolutions du monde de la construction et convoite une maison confortable et performante. Pour atteindre leurs objectifs, les travaux nécessaires sur l'ancienne maison seraient très importants et les dépenses pas forcément rationnelles. Il est donc décidé de repartir de zéro : faire preuve de ténacité et construire une maison qui réponde entièrement à leurs attentes, pour longtemps.

© Thomas Napoléone



Concevoir un ouvrage efficace

D'un côté l'architecte (Nicolas Petit) de l'autre le maître d'œuvre (David Verscheure) ; le duo sera ensuite rejoint par le thermicien, Timothée Marais. Spécialisés dans le passif, ils s'emploient à imaginer à quoi le projet doit ressembler dans ses formes, son orientation, ses matériaux, ses ouvertures... pour être au maximum de la performance.



© Thomas Nepolseone

Résultat : la maison est extrêmement compacte (coefficient de compacité de 0,65). Elle présente une surface de 163 m² répartis sur deux niveaux. Sa forme est un parallélépipède offrant sa façade principale au sud pour faire entrer un maximum de soleil en hiver. Cette façade reçoit 58 % des vitrages de la maison, soit 23,6 m² (contre 2,5 m² au nord, 8,7 m² à l'ouest et 2,9 m² à l'est). Au niveau de l'enveloppe, 100 mm de laine entre montants d'ossature sont complétés par 150 mm de panneaux de polyuréthane par l'extérieur. Le plancher bas repose sur une dalle béton de 200 mm isolée par 250 mm de polyuréthane et la toiture est également isolée par 300 mm de polyuréthane. Les résistances thermiques obtenues sont respectivement de 9, 9,3 et 12,8 m².K/W.

"C'était le principe de Kymppi, explique Olivier. C'est aussi pour ça qu'ils pouvaient proposer un très bon rapport performance/prix." Il ajoute : "Comme ces matériaux un peu discutables sont coupés de l'ambiance intérieure de la maison, cela nous semblait une concession réalisable, même si

aujourd'hui, je pencherais certainement pour la fibre de bois. Nous avons par contre 'mis le paquet' sur les matériaux utilisés pour l'intérieur avec des plaques de Fermacell Green Line, de la peinture minérale, des revêtements en liège, un éclairage Led, des meubles massifs..."

Pour parfaire cette enveloppe, tous les ouvrants sont des menuiseries bois/alu équipées de triple vitrage qui renforcent l'isolation. L'étanchéité à l'air, essentielle dans ce contexte de maison passive, a été traitée lors de la fabrication de la maison (chaque pan de mur est enrobé dans une membrane aluminium étanche à l'air) et lors du montage (les jonctions sont traitées à l'aide d'adhésifs dédiés). Cette étanchéité est enfin renforcée par l'isolation par l'extérieur. L'enveloppe ne compte par ailleurs aucun percement susceptible de détériorer l'étanchéité. Le test nécessaire à l'obtention du label annonce un résultat de 0,42 vol/h, conforme aux attentes du passif.

Équiper pour mieux consommer

L'étude thermique réalisée par un bureau spécialisé dans la conception passive (Geonomia) annonce des besoins en chaleur de 12 kWh/m².an. La "méthode mensuelle" de calcul révèle un total de déperditions de chaleur (donc de besoins bruts) de 44,7 kWh/m².an ; partant de cette base, les apports (solaires + apports internes) sont estimés à 32,8 kWh/m².an. Restent théoriquement 12 kWh/m².an de besoins de chaleur à satisfaire (la fiche récapitulative de la Maison Passive a légèrement corrigé ce chiffre pour 14,7 kWh/m².an). Pour répondre à ces faibles besoins, un système combiné a été installé. Il cumule renouvellement de l'air (avec une ventilation double flux) et production de chaleur sur l'air extrait (avec une pompe à chaleur compacte) pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire. Le rendement réel de la VMC est estimé à 76 % et le COP pour le chauffage varie aux alentours de 2,5. Aussi, le système de ventilation récupère un maximum de calories lors du renouvellement d'air et la PAC compacte apparaît deux à trois fois plus économe qu'un système de chauffage électrique pour fournir le peu de calories que réclame la maison pour son chauffage et son eau chaude. Au final, les besoins totaux en énergie primaire (pour l'intégralité des emplois y compris les appareils électroménagers) sont estimés à 119 kWh/m².an. La maison sera certifiée Maison Passive à l'automne. Cerise sur le gâteau : elle aura coûté à Marie-Laure et Olivier 1500 euros TTC/ m² clé en main. Un tarif que l'on a peu coutume de croiser sur des constructions aussi performantes.

Le pari est réussi.

Claire Leloy

Source : Article publié sous le titre "Zéro chauffage et un intérieur sain - Une maison passive en bois", dans Habitat Naturel n°58, www.habitatnaturel.fr



© Thomas Nepolseone



© Thomas Nepolseone

Le projet en chiffres

Type de projet : maison individuelle
 Lieu : Courcelles-les-Lens (62)
 Surface de référence énergétique : 163 m²
 Livraison : automne 2013
 Maître d'ouvrage : privés
 Architecte : Nicolas Petit, Dune Architecture (Nivelles, Belgique)
 Maître d'œuvre : David Verscheure, Copromax (Belgique) diplômé Concepteur Européen maison passive
 Étude PHPP : Timothée Marais, BE Geonomia diplômé également maison passive
 Coût : 1 500 euros TTC/m²
 Label : Passivhaus

Pour en savoir plus

Le blog de la maison :
liloueva.unblog.fr
 Le Club Passif du Nord-Pas de Calais (cd2e) :
www.cd2e.com
 Visites de la maison ou informations : Olivier Baey,
 06 88 36 73 22
 ou o.baey@voila.fr

L'hiver nucléaire... belge !

Réacteurs arrêtés, économies d'électricité

Pour des raisons de sûreté, l'autorité nucléaire belge a dû ordonner l'arrêt prolongé de trois des sept réacteurs du pays. Mais avec les besoins d'électricité accrus en hiver, se profile le risque de pénurie, que les autorités anticipent en lançant auprès du grand public une campagne d'incitation aux économies d'énergie intitulée "OFF & nous restons ON".

"Dans notre quotidien ultra branché et connecté, difficile d'imaginer qu'une ressource aussi élémentaire que l'électricité puisse manquer. Pourtant, cet hiver, le risque de pénurie d'électricité en Belgique est bien réel." Le ton est donné.

Coloré et pour tout dire gai, le site web officiel de la campagne nationale belge "OFF & nous restons ON" (<http://offon.be/fr>) sensibilise et informe, à la sauce "web 2.0", sur les façons dont entreprises, communes, écoles, commerces et bien sûr les citoyen-ne-s belges peuvent réduire leur consommation d'énergie pour éviter les pénuries.

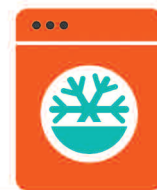
Le site propose aussi une longue "Check-list pour bien se préparer à une coupure d'électricité". On dit merci qui ?

Merci le nucléaire : trois réacteurs en carafe !

La première et principale raison du risque de pénurie auquel la Belgique est confrontée est la suivante : "Quelques mois avant l'hiver, la Belgique a perdu de manière imprévisible et soudaine près d'un tiers de ses capacités de production, c'est-à-dire de la quantité d'électricité qu'elle peut produire : les réacteurs nucléaires de Doel 3 et Tihange 2 ont été mis à l'arrêt car les cuves présentent des microfissures qui doivent être contrôlées ; le réacteur Doel 4 a dû être lui aussi stoppé, suite à un incident technique."



Nous sommes chauds pour les lavages à froid.



90% de l'énergie utilisée par votre lave-linge sert à chauffer l'eau !

Utilisez aussi moins d'électricité, surtout entre 17 et 20h. Ainsi, nous resterons ON.

Envie de participer ?
Visitez OffOn.be

Puis le site officiel précise : "Personne ne pouvait prévoir la mise à l'arrêt soudaine des trois réacteurs nucléaires. Mais heureusement, les autres éléments sont connus depuis longtemps et le risque de pénurie d'électricité a été anticipé. Pour y faire face, des mesures concrètes ont été prises par le gouvernement pour les hivers prochains. Pour cet hiver, elles permettent d'atténuer l'impact des incidents imprévus mais malheureusement pas d'écartier tout risque de pénurie d'électricité."

Il n'y a donc aucune ambiguïté : ce n'est pas la variabilité journalière et saisonnière des énergies renouvelables – connue et anticipable – qui est coupable, mais bien l' "intermittence", très réelle, de l'énergie nucléaire. En d'autres termes et pour résumer : le nucléaire ET la bougie !

Le nucléaire, une énergie intermittente

On l'ignore trop souvent : il arrive régulièrement que des réacteurs nucléaires doivent être arrêtés de façon totalement impromptue, suite à des incidents techniques ou à la détection de problèmes de sûreté qui peuvent être graves. C'est aujourd'hui le cas pour les réacteurs belges de Doel 3 et Tihange 2, dont les cuves en acier présentent des milliers de micro-fissures, qui ont conduit l'autorité de sûreté nucléaire belge, l'AFCN, à en imposer l'arrêt prolongé le temps que des analyses approfondies soient conduites.

A VOTRE TOUR À LA MAISON, À L'ÉCOLE, AU TRAVAIL OU AVEC VOTRE ASSOCIATION

Faites nous savoir comment vous participez

Partagez votre campagne avec nous et inspirez les autres

- Envoyez vos actions et idées sur hello@offon.be
- ou partagez-les sur les médias sociaux via [#offon](https://twitter.com/offon)

Participez grâce à nos astuces et nos posters prêts à l'emploi :

À LA MAISON AU TRAVAIL À L'ÉCOLE

AVEC VOTRE ASSOCIATION

Suivez-nous sur Facebook:

OffOn.be

8 828 personnes aiment OffOn.be.

Trois autres paramètres sont ensuite mentionnés, dans cet ordre :

- ◆ plusieurs centrales au gaz fermées
- ◆ pas toujours possible d'importer assez d'électricité
- ◆ pas toujours d'électricité renouvelable

De tels arrêts inopinés peuvent ne durer que quelques heures, plusieurs jours ou plusieurs mois. Contrairement aux "arrêts de tranches" nucléaires planifiés des mois à l'avance pour la maintenance, par nature il est impossible de les anticiper. Et comme chaque réacteur nucléaire fournit au réseau électrique une puissance considérable de 900 à 1450 MW, la mise hors ligne d'un seul réacteur peut poser de sérieux problèmes aux gestionnaires du réseau électrique.

Dans l'Hexagone, l'arrêt simultané de cinq à dix réacteurs est "plausible"

Pierre-Franck Chevet, le président de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, estime qu' "on peut avoir une anomalie grave, de la corrosion ou une fuite, sur cinq à dix réacteurs en France" simultanément. L'ASN juge ce scénario "plausible, voire réaliste, et en tout cas pas impossible" et estime qu' "un tel événement nécessite d'avoir des capacités de production de substitution pour absorber le choc d'un arrêt de cinq à dix réacteurs" !

La réalité corrobore cette analyse. Exemple : la presse a révélé en septembre 2013 que 18 réacteurs sont affectés par un problème qu'EDF peine à résoudre et qui selon l'IRSN induit "un accroissement non négligeable du risque de fusion du cœur" des réacteurs ². À cause de ce problème, le 8 février 2014, un simple orage a obligé EDF à arrêter brutalement les deux réacteurs de la centrale de Flamanville.

Bye bye ? Ici, rien ne reste en stand-by !



Sûreté nucléaire vs chauffage électrique ?

À cause de son utilisation massive du chauffage électrique, à l'échelle de l'Europe, la différence entre la consommation électrique moyenne et la pointe hivernale de consommation électrique est due pour moitié à la France. ³

Le 8 février 2012 à 19h, au cours d'une vague de froid, la France a connu son maximum historique de la consommation électrique française, soit près de 102 100 MW. Au cours du même hiver, en Allemagne (pays méditerranéen s'il en est...), le pic de consommation électrique s'est élevé à seulement 74 500 MW, alors que le pays compte 15 millions d'habitants de plus que la France !

Pour l'hiver 2015, RTE prévoit une pointe en soirée de 84 800 MW "à conditions normales". Le gestionnaire

du réseau électrique prend toutefois soin de préciser que "le niveau de la consommation varie très sensiblement en hiver lorsque les températures baissent" puisque, à partir d'une température extérieure inférieure à 15°C, chaque degré en moins entraîne une hausse de l'appel de puissance électrique de 2400 MW (l'équivalent d'environ 2,5 réacteurs nucléaires du parc actuel).

Il faut dire que plus de 30 % des logements français sont équipés en chauffage électrique, ce mode de chauffage extraordinairement inefficace, alors que, par exemple, seuls 5 % environ des logements allemands le sont. Le chauffage électrique est même interdit au Danemark depuis 1985 et soumis à autorisation préalable en Suisse.

Chaque année, le chauffage électrique consomme en France l'équivalent de la production de dix à onze réacteurs nucléaires !

Que se passerait-il si, un hiver prochain, un grave problème de sûreté était détecté sur plusieurs réacteurs nucléaires ?

Une "positive attitude" belge difficile à importer...

Confrontés au risque de pénurie nucléaire, les ministres belges adoptent des accents pas si éloignés de véritables appels à une sobriété énergétique heureuse et assumée...

"La situation actuelle représente une opportunité unique pour changer nos attitudes par rapport à l'énergie. Réduire notre consommation énergétique devrait devenir un réflexe naturel au quotidien, comme c'est déjà le cas pour le tri des déchets", déclare, dans le communiqué de presse de lancement, Marie-Christine Marghem, la ministre fédérale de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable ⁴. Elle "appelle tout le monde à participer à la campagne".

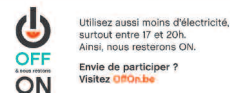
Pour la ministre des Finances, du Budget et de l'Industrie, Annemie Turtelboom : "Par une adaptation de notre comportement, nous pouvons faire en sorte que toutes les familles et les entreprises puissent jouir du même confort que celui dont nous disposons aujourd'hui. Et cela, sans perdre notre propre confort. De plus, cet hiver sera particulièrement instructif. Par des informations massives sur notre fonctionnement réel, nous pouvons évaluer comment économiser simplement. On peut faire aussi bien avec moins, sans rien y perdre pour autant."

Et si nos ministres s'inspiraient de leurs homologues d'outre-Quiévrain avant un black-out hivernal "made in nucléaire" ?

Voilà qui risque de ne pas aller sans mal, puisque chez nous, "ce n'est pas l'État qui dirige EDF, mais à l'inverse le patron d'EDF qui semble diriger l'État." dixit Delphine Batho, ministre de l'Environnement de François Hollande jusqu'à mi-2013...

Xavier Rabilloud

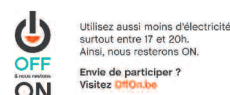
Fini ? La lumière aussi !



Notes :

- 1 : "On peut craindre la panne de dix réacteurs nucléaires", Le JDD, 15 septembre 2013
- 2 : "Nucléaire : un tiers du parc connaît des défaillances de sûreté", Médiapart, 15 février 2014
- 3 : Interview de Bernard Laponche, Télérama, 19 juin 2011.
- 4 : Citations extraites du communiqué de presse du SPF (service public fédéral) belge "économie, PME, classes moyennes et énergie", "Lancement de la campagne "OFF ON" : réduisons ensemble notre consommation d'électricité pour éviter le délestage", 3 novembre 2014

Eteignez votre éclairage extérieur. La vraie beauté est intérieure.



281 Anti Nuke, le Banksy japonais, en guerre contre l'atome

L'artiste 281 Anti Nuke a commencé à coller des stickers dans les rues de Tokyo après la catastrophe de Fukushima. Son discours ne plaît pas à tout le monde.



L'homme, qui ne veut être identifié que par sa signature, 281 Anti Nuke, ne prend aucun risque. Tandis que je relève mon col dans le vent mordant de janvier, il me regarde de loin arriver à notre lieu de rendez-vous. L'artiste urbain le plus célèbre du Japon est un homme prudent. Il n'a pas le choix : son travail lui vaut régulièrement des menaces de mort.

Si maigre qu'il passe presque pour malade, il porte des Ray-Ban sur le nez - il les portera encore à minuit, lorsque nous quitterons le bar miteux des ruelles mal éclairées du quartier tokyoïte de Shibuya, où il m'a demandé de le retrouver. Emmittoufflé dans une parka noire à la fermeture éclair remontée jusqu'au cou, il semble prêt à décamper d'un instant à l'autre. Ses longs cheveux l'aident à mieux dissimuler son visage. Au vu des quelques mèches grises qui strient sa tignasse, je lui donne une petite quarantaine d'années; âge qu'il se refuse à confirmer.

"Je reçois des menaces sur mon site web ou sur ma page Twitter, du genre: 'Crève !' ou 'On aura ta peau', dit-il. Je ne peux autoriser personne à me prendre en photo, et je ne donne mon nom à aucun journaliste."

Le "Banksy japonais" dit être "terrifié" par un gouvernement qui, selon lui, ne cesse de se droitiser. Il en veut pour preuve le vote récent de la loi sur le secret d'État, qui confère au Premier ministre Shinzo Abe des pouvoirs étendus pour dissimuler des informations au public et qui, du même coup, contribue à museler les médias. "Je ne comprends pas qu'Abe ait une telle cote de popularité, se désole 281 en secouant la tête. Il cherche à ressusciter le Japon tel qu'il était en 1940."

Si la police arrêtait 281 Anti Nuke, elle trouverait de bonnes raisons de le garder au frais — de la diffamation à la dégradation de biens, en passant par les troubles à l'ordre public. Mais c'est surtout la folie furieuse et l'agressivité des *uyoku* que l'artiste redoute. Les *uyoku* sont des groupuscules ultranationalistes qui défilent dans Tokyo à bord de camionnettes noires aux portières estampillées de slogans nationalistes. Sur le toit, des haut-parleurs diffusent à pleins tubes des hymnes militaires.

281 - si ce nombre a un sens particulier, il n'en révèle rien - secoue à nouveau la tête et change de sujet. Il n'a pas toujours été engagé politiquement, insiste-t-il. Ce sont les événements du 11 mars, il y a trois ans [la catastrophe de Fukushima], qui ont donné un nouveau tour à sa vie. "J'étais au bureau quand la terre a tremblé. En sentant mon immeuble

tanguer sur sa base, j'avais l'impression de vivre un mauvais rêve", explique-t-il en illustrant d'un geste de la main l'oscillation du bâtiment. "Quand le séisme s'est enfin arrêté, j'ai allumé la télé et j'ai vu le tsunami déferler sur les plages et les villages."

Sa confiance a commencé à vaciller au cours d'une conversation avec un ami qui travaillait pour une agence de presse étrangère, à Tokyo. "Il m'a expliqué que la réalité était très différente de ce que l'on nous racontait à la télé japonaise. Son entreprise a ordonné à ses employés de se calfeutrer chez eux et de prendre des précautions - alors que tout le reste du Japon retournait travailler comme si de rien n'était. Le gouvernement ne nous a informés de rien. Un mois plus tard, poursuit-il, les gens avaient déjà oublié Fukushima. Ils ont arrêté de porter des masques de protection et de faire attention à l'eau et aux produits qu'ils consommaient. J'ai senti monter la frustration et la colère face à tous ces gens qui refusaient de réfléchir à la crise qui nous menaçait."



Il n'était pas tout à fait le seul à éprouver cette frustration, comme le montre la manière dont le collectif d'artistes japonais baptisé Chim Porn s'est emparé, en juillet 2011, de l'immense et célèbre fresque de Taro Okamoto *Le Mythe de demain*. Représentation des effets de la bombe atomique larguée sur Hiroshima en août 1945, celle-ci orne tout un pan de mur de la station de métro Shibuya, à Tokyo. Sous un coin de cette fresque de trente mètres de long, les artistes de Chim Pom ont ajouté un panneau représentant les squelettes calcinés de deux réacteurs dégageant des panaches de fumée noire et deux autres enceintes nucléaires penchant dangereusement sous l'assaut des vagues.

L'incident a fait la une des JT. "Je me suis dit que le street art était la seule façon d'exprimer ce que je ressentais, reprend 281. Je voulais obliger les gens à s'interroger et à se rafraîchir la mémoire." Pour sa première œuvre, il a adapté le logo de la compagnie d'électricité Tepco (Tokyo Electric Power Company), opérateur de la centrale de Fukushima, transformant





en masque à gaz les cinq cercles agencés en forme de T majuscule. En décembre 2011, après avoir imprimé ce dessin sur un sticker, il s'est rendu à Omotesando, la grande avenue huppée de Tokyo. Sur le trottoir où s'égrènent les vitrines d'Hermès, de Dior et de Tag Heuer, un gros transformateur électrique Tepco en acier dessert tout le quartier. En l'espace de quelques minutes, le boîtier a été décoré de l'image de 281, première d'une longue série d'œuvres identifiables au premier coup d'œil.

À ce jour, il estime avoir produit quelque deux cents œuvres. La série "Je hais la pluie" est l'une des plus populaires : elle met en scène une fillette vêtue d'un imperméable censé la protéger des retombées radioactives qui s'abattent sur elle. L'artiste a placardé des milliers de stickers dans tout Tokyo, et ses graphismes se sont progressivement chargés de tonalités de plus en plus ouvertement politiques. Ses préférés sont trois vignettes, que l'on voit souvent juxtaposées en série, représentant le visage du Premier ministre Shinzo Abe à demi caché par un foulard de bandit déclinant trois motifs : un disque nucléaire blanc sur fond rouge, un camouflage militaire et le drapeau américain.



"Un voyou qui gribouille"

Les œuvres de 281 Anti Nuke ont pu sortir de l'ombre grâce au photographe anglais Adrian Storey, qui, installé à Tokyo, a très vite commencé à les photographier. Storey a fait connaître 281 au-delà des frontières nippones, et aujourd'hui il est possible d'apercevoir des stickers de l'artiste dans les rues de Los Angeles ou de Londres. En revanche, les médias japonais n'ont pratiquement pas parlé de 281, bien qu'il suscite beaucoup de réactions sur les réseaux sociaux. Il faut dire que le street art est peu répandu dans l'archipel. À ce jour, seul le quotidien Tokyo Sports a parlé de lui, en décembre 2012, "un voyou qui gribouille des dessins satiriques contre le Premier ministre".

L'artiste confie trouver "constamment" de nouveaux graphismes et se réjouit que ses stickers aient été vus jusqu'à Londres, à Paris et même en Californie [à l'occasion d'expositions]. Il ne s'est encore jamais fait arrêter en placardant ses œuvres, mais il s'entoure de toutes les précautions : il opère de nuit et veille à ce qu'il n'y ait personne dans les parages avant de laisser sa marque sur un mur. Son site web a été récemment la cible d'une cyberattaque particulièrement puissante. "Je ne pense pas du tout être courageux. Je suis timide et je n'ai aucune envie de me retrouver sous le feu des projecteurs. C'est pour cela que le format du street art me convient parfaitement. J'adore le Japon, souligne-t-il tandis que nous ressortons dans le froid de la nuit tokyoïte. Mon véritable objectif est d'aider le Japon à redevenir meilleur. En tant qu'individu, je n'ai pas beaucoup de pouvoir, mais je continuerai à coller mes dessins, car c'est la seule chose que je sache faire pour me rendre utile."

Julian Ryall

16 février 2014,

South China Morning Post, Hong Kong
Extraits traduits et publiés dans Courrier international n°1228 (15-21 mai 2014)

Merci à Roth Management de nous avoir gracieusement mis à disposition les images illustrant cet article.

Contact : info@roth-mgmt.com

Pour soutenir 281 Anti Nuke dans son travail, des impressions en édition limitée de ses œuvres peuvent être achetées en ligne sur <http://roth-mgmt.com/product-category/281-anti-nuke>, ainsi que des articles d'utilisation courante illustrés par l'artiste sur www.281antinuke.com/products

À lire, à voir, à offrir

L'État nucléaire

Corinne Lepage, Éd. Albin Michel, 2014, 240 p. À commander sur <http://boutique.sortirdu nucleaire.org> ou en envoyant un chèque de 22,50 € (port compris) au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.



Dans une première partie qui campe bien la problématique du nucléaire, Corinne Lepage rappelle et développe les neuf dénis qui plombent la France nucléaire : Fessenheim, Fukushima et le mythe de la sécurité, déni sanitaire, mythe de la gestion "propre" des déchets, déni de la dépendance de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, mythe du nucléaire pas cher, fiasco commercial de l'EPR et d'ATMEA, déni démocratique et volonté des nucléocrates de faire capoter la transition énergétique.

La deuxième partie est consacrée à détricoter l'ensemble des liens et ramifications entre scientifiques, ingénieurs, politiques, industriels, syndicalistes, appareil d'état... avec une intéressante citation des noms des différents protagonistes passés et actuels du lobby nucléaire.

Si ce livre ne contient pas de révélations inédites, il n'en met pas moins à la disposition du lecteur un condensé très accessible, à jour et riche en détails sur une multiplicité de facettes de la problématique nucléaire.

En conclusion, Corinne Lepage donne sa vision pour sortir du nucléaire : une troisième révolution industrielle. Il est malheureusement fort regrettable que Corinne Lepage, favorable à la dissuasion nucléaire, "oublie" en 240 pages de parler de la bombe !

Martial Château

DVD "Le riche laboureur"

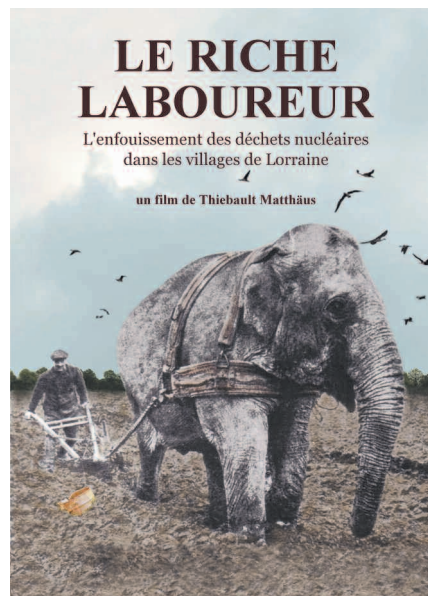
Thiebault Matthäus, 95 mn, 2013, 12 €. À commander auprès du réalisateur : thiebault.matthaus@wanadoo.fr

L'industrie nucléaire cherche à enfouir ses déchets les plus dangereux pour laisser penser qu'elle a trouvé une solution à leur gestion. À chaque fois, elle développe la même stratégie : s'implanter dans un territoire rural, peu peuplé et en proie aux difficultés économiques et sociales.

Sorti en 2013, "c'est avec la triste fable de La Fontaine que le film aborde la problématique de l'enfouissement des déchets radioactifs et revient sur l'opposition à deux projets : Avricourt et maintenant Bure", nous explique Alain Joffre, qui a organisé une projection du Riche Laboureur aux Vans, en Ardèche, au début du mois de décembre.

Le réalisateur, Thiebault Matthäus, a fait le choix de ne pas entrer dans des considérations techniques et aborde cette question sous un angle poétique. Il y traite, entre autres, du rapport à la ruralité, au développement et à l'attachement à un territoire.

De nombreuses projections ont déjà été organisées en présence du réalisateur qui se déplace à la demande, alors n'hésitez pas !



Pour commander des DVD ou organiser une projection, prenez contact avec Thiebault : thiebault.matthaus@wanadoo.fr, 06 19 78 49 48

Laura Hameaux

En finir avec les idées reçues sur... la transition énergétique en Allemagne

Réseau Action Climat et Fondation Heinrich Böll, 2014, 12 pages. À télécharger sur www.rac-f.org ou à commander gratuitement contre 1 € de port dans notre boutique en ligne <http://boutique.sortirdu nucleaire.org>



"Ah, la sortie du nucléaire, on voit bien ce que ça donne en Allemagne : ils s'en mordent les doigts et ils ont dû construire plein de centrales au charbon pour compenser !" Si vous aussi vous êtes régulièrement exaspéré-e par ce type de réflexion et souhaitez être en mesure de démontrer ces idées reçues, faits et chiffres à l'appui, cette brochure vous sera une lecture précieuse.

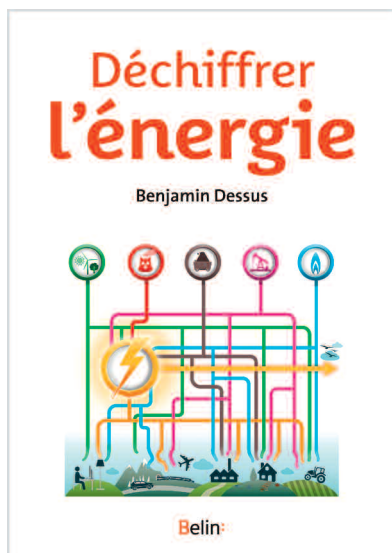
Réalisée par le Réseau Action Climat avec le soutien de la Fondation Heinrich Böll, elle démonte différents mythes abondamment relayés par les médias sur la transition énergétique allemande : sortie du nucléaire responsable d'un retour au charbon, transition trop chère, déplorée par les industriels et que ne pourrait se permettre un pays en crise comme la France, etc.

Sans occulter les points faibles de l'Energiewende, cette brochure permet de démontrer que la réalité de cette politique énergétique est bien loin de l'image repoussoir colportée par les partisans du nucléaire.

Charlotte Mijeon

Déchiffrer l'énergie

Benjamin Dessus, Éd. Belin,
2014, 384 p. À commander sur
<http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou en
envoyant un chèque de 32,50 € (port compris)
au Réseau "Sortir du nucléaire",
9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.



Écrit par Benjamin Dessus, ingénieur et économiste, cet ouvrage dense est indispensable pour toutes celles et ceux qui veulent prendre part en citoyen-ne averti-e aux débats actuels sur la transition énergétique, ou simplement comprendre les différentes dimensions du sujet. Écrit simplement et agrémenté de nombreux schémas et illustrations, le livre est très accessible.

La 1^{ère} partie, très complète, explique les notions de besoins d'énergie, d'énergie finale et primaire, de bilan énergétique.

La 2^e partie permet de faire le point sur les différentes filières énergétiques. Le chapitre 7 détaille les différentes ressources fossiles, avec les huiles et gaz de schistes, mais aussi tous les autres hydrocarbures non conventionnels.

Le chapitre 10 centré sur la production d'énergie nucléaire détaille son fonctionnement et tous les risques que celle-ci entraîne : accident majeur, prolifération et déchets radioactifs. Les projets ITER (réacteur à fusion) et ASTRID (réacteur de 4^e génération) ne sont pas oubliés dans cette analyse, de même que la question des coûts.

Le chapitre 13 fait un tour complet des questions d'environnement liées à la production et la consommation d'énergie en abordant aussi bien les effets de la radioactivité sur le vivant que l'importance des gaz à effet de serre (GES) sur l'évolution du climat de notre planète.

La 3^e partie aborde l'économie des systèmes énergétiques. Un chapitre entier est dédié aux questions de prix et de coûts (cachés ou pas). Un autre fait l'inventaire des multiples outils économiques à disposition des pouvoirs publics pour optimiser un système énergétique : réglementations, taxes, mécanismes de marché, réductions d'impôts et subventions, etc.

La dernière partie est centrée sur la prospective visant à passer du productivisme à la transition énergétique. Elle fait l'historique des principaux scénarios énergétiques, des années 1970 à aujourd'hui, et éclaire les différents enjeux et sujets de controverse, dont, bien sûr, le nucléaire.

Alain Joffre

Tchernobyl Forever Carnet de voyage en enfer

Alain-Gilles Bastide,
contributions de W. Tchertkoff, M. Fernex,
Y. Lenoir, Y. Bandajevski, Éd. Photomorphisme,
décembre 2014. À commander sur
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>
ou en envoyant un chèque de 33,50 € (port
compris) au Réseau "Sortir du nucléaire",
9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.
Le produit de la vente est intégralement
reversé à l'association Enfants de Tchernobyl-
Bélarus au profit de l'institut Belrad.

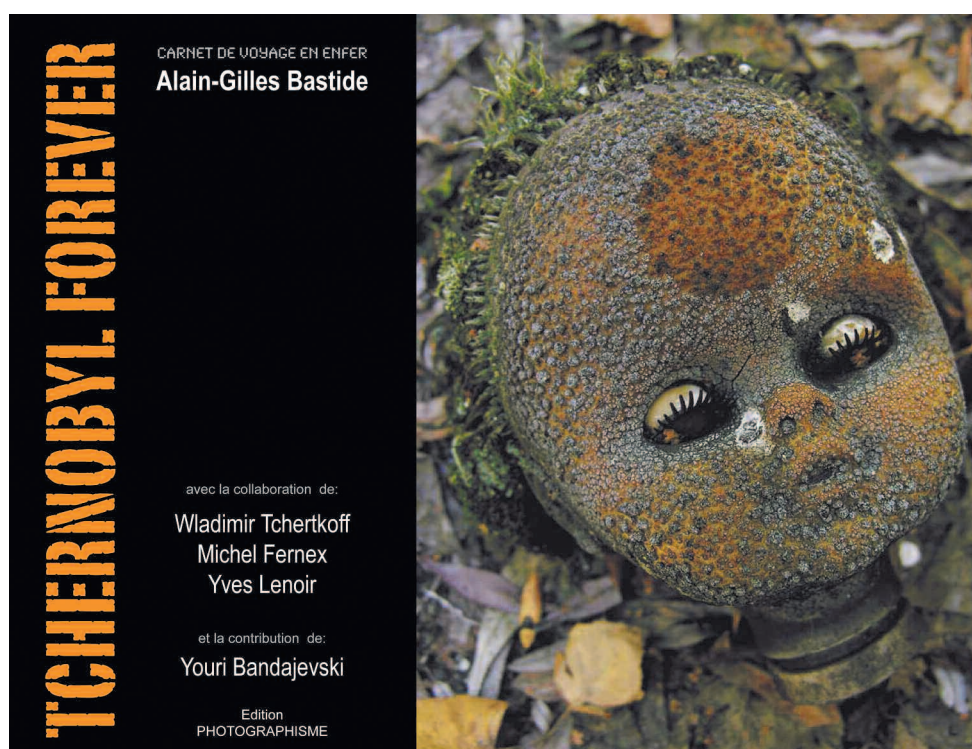
Fondé en 1990 par le physicien nucléaire Vassili Nesterenko, l'Institut Belrad est la seule organisation bélarusse à aider dans

la longue durée les populations qui vivent dans les zones contaminées du Bélarus, pays de loin le plus affecté par les retombées de Tchernobyl. Depuis près de 25 ans, Belrad a directement aidé des centaines de milliers de personnes. Cet institut à l'action exceptionnelle dépend pour l'essentiel de ses financements des dons collectés et reversés par l'association française Enfants de Tchernobyl-Bélarus (ETB).

Participez au soutien à Belrad en vous procurant "Tchernobyl Forever" (le Réseau reverse l'intégralité du produit de la vente à ETB), un livre-DVD articulé autour des photos du grand reporter Alain-Gilles Bastide et des documentaires de Wladimir Tchertkoff. Prises dans la zone interdite autour de la centrale de Tchernobyl, les images de Bastide réussissent à nous faire "voir" et sentir l'invisible et l'impalpable, le terrible legs de la contamination radioactive. S'y entrelacent de courts textes de l'auteur, et le livre se conclut sur les contributions de Michel Fernex, Wladimir Tchertkoff, Yves Lenoir et Youri Bandajevski.

Outre la version électronique complète du livre, sa version audio pour les non-voyants et plusieurs autres textes, le DVD rassemble trois documentaires de Tchertkoff - les essentiels "Le sacrifice" et "Controverses nucléaires" et un court-métrage autour de Vassili Nesterenko - ainsi qu'une compilation inédite "It has been".

Xavier Rabilloud





I hate ☢ rain

by 281 Anti Nuke



Lire l'interview de l'artiste en page 32